

Prolétaires de tous les Pays, unissez-vous !

Internationalisme

*“ Sans théorie révolutionnaire
Pas de mouvement révolutionnaire ”*

SOMMAIRE :

FAIRE LE POINT ..

DOCUMENTS PROPOSÉS A LA DISCUSSION PAR SOCIALISME OU BARBARIE
ET PAR NOTRE GROUPE .

EXPOSE DU CAMARADE GOUSIN ..

LA GUERRE EN CORÉE ..

PERSPECTIVE DE BARBARIE .. (fin)

COLLECTION

GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

PRIX : 30 frs

Année 1980

NUMÉRO

Correspondance et abonnement : SALAMA, Boîte postale 47/14 Paris

INTERNATIONALISME

Faire le point

Depuis 1945 nos publications se sont succédées à intervalles réguliers. Chaque mois, ou presque, vit la parution d'un bulletin "Internationalisme". Cependant l'en dernier nous n'en publions que quatre numéros; le présent bulletin est le seul encore qui ait paru cette année. Tel état de choses réclame quelques commentaires.

Imputer les déficiences, dans la parution de notre organe politique, aux carences collectives ou individuelles des camarades n'avancerait à rien. Cette carence, s'il y a, demanderait elle même interprétation.

On sait, le fait du reste est évident, que la société est en état de crise, que cette crise s'approfondit avec les mois, les années. La crise actuelle de l'avant-garde constitue, pour les révolutionnaires militants, l'aspect majeur de cette crise de la société.

Privée de son assise sociale traditionnelle, le prolétariat, comme classe agissent historiquement, l'avant-garde ne peut subsister que par un acte de volonté sans cesse renouvelé.

Aux militants, la Révolution Socialiste n'apparaît plus comme inéluctable. Les possibilités objectives d'une instauration de la Barbarie semblent se renforcer. Aussi l'avant-garde s'est-elle bien effritée depuis la période qui, alentour 1945, suivit et vit se produire des renouveau sociaux et politiques de certaine ampleur, ainsi que la constitution ou reconstitution de quelques groupes révolutionnaires. Plus particulièrement en France où des traditions de lutte et de pensée, ainsi surtout que des conditions objectives assez favorables au départ permettaient cette constitution, des groupes purent s'organiser; qu'ils vécurent dans des conditions d'initiés mutuelles, souvent déplorable, ce fait n'empêche point trop l'ouverture de discussions politiques.

Notre groupe - et son bulletin - se donne essentiellement le tâche de participer aux discussions ouvertes, par l'exercice d'une critique ayant pour prémisses les positions jusqu'alors défendues par la Gauche Communiste. L'évolution du capitalisme, en même temps que celle des divers courants de l'avant-garde, nous permet de préciser et de développer ces positions. Le fait que nous formions le seul groupe constitué, ayant, en France, survécu à cette période, le confirme. Car ce fait n'est point dû aux vertus extraordinaires d'une poignée de militants, mais à la justesse de leurs méthodes.

Ainsi donc la publication d'"Internationalisme" était fondée sur ces discussions. Si des analyses d'ensemble de questions comme celle du Parti, de l'Etat ou du Syndicat Ouvrier y furent traitées à fond, l'essentiel du Bulletin était axé sur la critique des autres groupements révolutionnaires ainsi que de formations politiques bourgeoises, mais au passé révolutionnaire récent, comme le trotskisme. Il en résulte un éparpillement certain de nos efforts: notre matériel se trouve enfoui dans des pages critiques de groupes aujourd'hui dispersés ou dont l'orientation diffère largement de ce qu'elle fût/

Toutefois le train vers l'effritement de ces petits groupes d'avant-garde a subi une modification importante. Deux fractions "gauche" en sont sorties du parti trotskiste. L'une d'elles, Socialisme ou Barbarie s'est constituée sur des bases théoriques qui lui sont propres. Certains éléments qui entretenaient leur activité sans toutefois l'asseoir sur des théories

INTERNATIONALISME

élaborées, s'en sont reprochés. Tel est le cas de la FFCC. En revanche, le groupe Socialisme ou Barbarie a vu fondre ses effectifs spécifiques par rapport à ce qu'ils représentaient en qualité et en nombre, au sein du Parti trotskiste.

Une première discussion entre Socialisme ou Barbarie et notre groupe, eut lieu au début de cette année. On trouvera ci-après les documents qui de part et d'autre, furent fournis à cette confrontation. En ce qui concerne la discussion elle-même, son atmosphère plutôt que sa portée, le compte-rendu publié dans la revue Socialisme ou Barbarie, est assez explicite : le manque d'objectivité s'y révèle avec l'usage par trop étendu du qualificatif. Diagnostiquer en tels ou tels camarades, des "décomposés mentaux" ne signifie aucunement réfuter leurs arguments. Ce sont des cuistres non des polémistes politiques. On en retiendra la conclusion - que nous persistons à considérer comme provisoire - et qui est du non recevoir opposé à toute tentative de reprendre cette discussion.

Telles sont les conditions où il faut replacer, pour comprendre les intermittences, puis la cessation de parution d'"Internationalisme" : rétrécissement de l'avant-garde et des possibilités de discussion en son sein. A quoi s'ajoute, élément d'appréciation qu'il serait vain de négliger, que la représentation idéologique du capitalisme vient s'exercer jusque dans la minuscule frange de sympathisants qui, hier encore, entouraient les noyaux révolutionnaires. Prendre de nouveaux contacts devient de plus en plus aléatoire. Conserver à l'avant-garde les militants déjà formés est d'un impératif qui prime toute autre considération.

En même temps les difficultés financières de publier et diffuser le matériel s'aggravent.

L'ensemble de ces considérations, ci-dessus exposées, nous a conduit à décider une modification dans l'expression de notre travail. A la formule, jusqu'à ces derniers temps suivie dans la rédaction du Bulletin, se substituera une série de documents politiques portant sur les problèmes à notre sens, cardinaux dans l'orientation du mouvement révolutionnaire : l'appréciation de la période, les conclusions à en tirer, pour l'ébauche d'une perspective socialiste, et, dans ce dernier ordre, les questions du Parti et des autres organes de la classe, de l'Etat, en bref les questions classiques et déjà débattues dans le mouvement ouvrier, mais que l'évolution historique repose à l'ordre du jour. Une première approche en est constituée par l'étude de notre camarade Morel consacrée à la perspective de barbarie et dont la présente livraison contient la dernière partie.

Nous demandons instamment aux camarades qui nous lisent de maintenir le contact. La cessation de parution du Bulletin, dans une formule moins systématique que celle des documents politiques est en surplus provisoire. Nous considérons la publication de ces documents comme nécessaire pour faire le point, c'est-à-dire, clarifier certaines positions et, par là même les renforcer. D'autre part, sur la base où la critique de ces documents pourra, souhaitons-le, s'ouvrir une discussion qui ne sera pas assise sur des intuitions sociologiques aussi contestables que "l'autonomie consciencielle" du prolétariat ou que "la maturation lente de la conscience de classe" ou autres dédals de professeurs en quête d'auditoires scolaires, et si chères à Socialisme ou Barbarie.

INTERNATIONALISME

Et si les dernières pages du Bulletin sont occupées par un article dû à un camarade des Communistes de Conseil-Hollande c'est que nous continuons de prôner le principe d'une discussion à l'échelle internationale en même temps que nous tentons de lui fournir, dans le cadre exigü de notre Bulletin, un premier tremplin.

Cette annonce d'une expression de nos activités, différant dans la forme de ce qu'elle fut à ce jour, serait incomplète si elle ne se terminait sur une évocation de la position politique que nous tenons pour fondamentale : l'attitude vis-à-vis des actions revendicatives des ouvriers.

L'Etat de décadence qui est maintenant celui de la société capitaliste prise dans son ensemble, ne lui permet plus de satisfaire aux revendications ouvrières à caractère économique. Elle ne le pourrait qu'en renonçant à son caractère de société fondée sur le profit. Le capitalisme ne peut plus développer les forces productives dans une proportion telle qu'elle permettrait d'améliorer, globalement, la condition ouvrière. Rien au contraire, les destructions causées par les guerres, la nécessité à quoi se trouve acculé le capitalisme d'en préparer de nouvelles, réduisent la part de biens consommables jusqu'à lors dévolue à la classe ouvrière mondiale. Cette dernière ne lutte plus que pour maintenir un niveau d'existence. Seule la Révolution Socialiste pourrait en amener la transformation radicale. Il n'est plus d'autres solutions politiques; plus de réformes possibles, plus d'amélioration quelconque du sort fait aux travailleurs, sur le terrain des revendications immédiates.

Mais de plus ces luttes aliènent les ouvriers à leur direction. La confiance qu'ils lui font permet à cette direction de les utiliser comme masse de manoeuvre pour la réalisation de leurs propres objectifs, de classe bourgeoise bureaucratique.

Du fait de cette aliénation, comme de celui qu'elles ne peuvent mener qu'à des échecs répétés et à l'inertie politique, la grève ne paie plus. Elle est devenue l'expression tangible de l'impuissance du prolétariat à sortir des limites que le monde capitaliste a réussi à imposer à ses protestations. Dans les pays dévastés de l'Europe occidentale, dans les régions économiquement arriérées, les luttes revendicatives sont devenues une tragique manifestation de la misère, du désespoir du prolétariat. Les récents événements de Lodz et de Prest en sont le sinistre témoignage.

Ainsi, et dans les conditions actuelles, la grève devient une impasse où se fourvoient encore trop de volontés révolutionnaires. L'avant-garde n'a pas de mots d'ordre à apporter. Elle ne cherche pas à conseiller, mais à expliquer. Sa tâche est d'indiquer que la grève, aujourd'hui, ne saurait trancher aucun des problèmes réels que la persistance de l'exploitation du travail pose aux révolutionnaires. Les militants à l'avant-garde considèrent la grève ni comme progressive, ni comme réactionnaire. S'ils y participent, c'est en fonction de considérations morales - le militant ne peut se soustraire aux conditions de la vie de classe - non politiques - car aucune issue révolutionnaire ne peut surgir de la grève.

Le travail de l'avant-garde se résume, aujourd'hui, à faire prendre conscience des conditions nouvelles à quelques éléments avancés de la classe.

INTERNATIONALISME

Document proposé à la discussion par notre groupe

CARACTERISATION DE LA PERIODE ACTUELLE

Notre effort consiste à définir et à démontrer une hypothèse de travail d'une part, et d'autre part à interpréter la période qui débute avec la première guerre mondiale et qui se terminera, pensons-nous, avec la révolution socialiste

Hypothèse de travail: 1)- La première guerre mondiale et la Révolution de 17 sont les indications essentielles d'un changement d'orientation de la courbe de développement du capitalisme. En effet:

a.)- Pendant près d'un siècle, de 1815 à 1914, le capitalisme, en tant que force historique en développement, assure à la société en général une paix à l'échelle universelle conditionnant sa progression dans le monde.

Les guerres coloniales du 19^e siècle peuvent être considérées comme une pénétration économique dans les territoires non capitalistes. L'expansion colonialiste, pacifique ou non, suit plus ou moins directement une crise cyclique.

b.)- Quand la guerre oppose deux états capitalistes, elle n'entraîne pas la régression économique de l'un au profit de l'autre. Au contraire, elle est un ferment de développement ultérieur des deux états capitalistes.

Corollairement, la guerre entre deux états capitalistes indique un point critique du développement capitaliste et fait immédiatement apparaître sur la scène politique le prolétariat comme classe indépendante avec un devenir historique. Mais en raison des possibilités de développement de la société capitaliste, la classe ouvrière ne peut qu'affirmer la nécessité de la succession du capitalisme dans l'histoire sans toutefois pouvoir la réaliser.

INTERNATIONALISME

1) - La guerre de 14-18 se présente comme un tournant dans le cours du capitalisme. Par l'ampleur de la guerre, -elle est mondiale- et par l'ampleur de l'intervention du prolétariat, -elle est internationale- la société ne pose plus seulement le problème de la succession historique du capitalisme, mais la proclame comme une nécessité immédiate.

2) - Si les aspects politiques de ce tournant dans le cours du capitalisme prennent leur véritable sens, c'est dans la mesure où le facteur économique, ascendant dans le 19^e siècle, régresse en 20^e siècle.

a) - La contradiction historique du système capitaliste réside dans l'opposition irréductible entre les forces productives et les rapports de production.

Cette crise du 19^e siècle révèle cette opposition, mais le capitalisme la surmonte en élargissant son marché et en augmentant sa production. Ce qui nous amène donc à constater que la moyenne de la production entre deux crises est supérieure à la moyenne suivante. Jusqu'à 1913 cette progression est effective, mais à partir de 13 il n'en va plus de même.

b) - Entre 13 et 29, la moyenne se ressent de la destruction de la production pendant les quatre années de guerre. -La consommation se développe, restreignant par là l'accumulation de capital (Consommation = production de guerre)

-La destruction de capital social s'opère pour la première fois sans contrepartie en permettant au moins le renouvellement. (Dans capital social nous incluons, non seulement les moyens de production, mais aussi le travail perdu dans 15 millions d'individus morts.)

En fin de compte cette moyenne se trouve être inférieure à celle de la période d'avant 13. Pour la première fois donc, la courbe ascendante du capitalisme entre en régression.

INTERNATIONALISME

c)- La période qui englobe l'après-crise, de 29 jusqu'à nos jours, reproduit avec plus d'acuité la régression de 14-29. Ainsi cette continuité dans la régression nous indique la nouvelle tendance du capitalisme que nous qualifions de décadente.

9)- Les raisons de cette décadence du capitalisme nous les trouvons dans l'hypothèse de Rosa Luxembourg sur l'accumulation du capital.

En conclusion: Le capitalisme atteint en 1913 son plus haut point de développement. La guerre de 1914 par son caractère mondial ne présente plus la possibilité d'ouvrir de nouveaux débouchés, mais marque l'impossibilité, pour l'ensemble de la société capitaliste de continuer à se développer, et que désormais

-tout développement d'un secteur capitaliste ne peut se faire qu'au détriment d'un autre secteur,
-le capital social total régresse.

A ce stade l'unique dépassement historique ne peut être que la Révolution Socialiste. L'ensemble de l'analyse marxiste du capitalisme se trouve confirmé; en même temps la perspective Socialisme ou Barbarie devient une réalité concrète et immédiate. Elle donne aux intuitions de Lénine et de Luxembourg un sens dynamique. Le "Nous sommes entrés dans une ère de guerre et révolution" et le "1914 ouvre la crise permanente du régime" injectent à l'action révolutionnaire sa nature offensive face à la société capitaliste, en opposition à sa nature défensive à l'intérieur du capitalisme de la période ascendente.

En conséquence, toutes les formes de lutte de la classe ouvrière avant la période de 14 - telles le parlementarisme, le syndicalisme, l'action revendicative, la lutte démocratique, etc., - perdent leur sens révolutionnaire, et si hier elles aidaient à l'organisa-

INTERNATIONALISME

tion et à la conscience de la lutte du prolétariat, elles ne pourront désormais que fausser et détourner la classe ouvrière de ses véritables objectifs, pour la lier au système d'exploitation capitaliste.

La période actuelle : Si le sens capitaliste de la guerre est d'être l'expression de la crise permanente du régime, pour chaque secteur capitaliste, la guerre mondiale représente la possibilité d'une redistribution des zones d'influence à son profit. Le problème perdant son caractère universel pour ne présenter que des solutions individuelles, l'intervention du prolétariat prendra, elle, un caractère universel de transformation sociale.

a) - L'intervention du prolétariat se manifeste immédiatement comme une opposition à la guerre impérialiste. Le caractère offensif du prolétariat est du au fait que le capitalisme ne peut plus vivre comme par le passé. La crise du régime brise les cadres de la société. La classe ouvrière se trouve dans des conditions objectives mûres pour la Révolution. La perspective Socialisme vient à l'ordre du jour, c'est la Révolution débutant en 1917 en Russie.

b) - La Révolution de 17 acquiert un caractère révolutionnaire par sa portée universelle, son programme, quelles que soient ses imperfections. La destruction physique de l'Etat capitaliste est son premier acte constructif d'une nouvelle société.

c) - Le problème de la Révolution mondiale se posant la théorie révolutionnaire se trouve en deçà du caractère de la période. Il y a immaturité du prolétariat devant une maturation de la situation. Les causes en sont nombreuses.

La résistance du capitalisme,

- la persistance d'idéologie rétrograde dans la classe ouvrière (social démocratie)

- la nécessité de solutionner tous les nouveaux problèmes posés par la nouvelle situation créée par le prolétariat, dans la pratique quotidienne.

INTERNATIONALISME

-La tendance dans la classe ouvrière de commencer le socialisme en vase clos.

d)-L'échec de la révolution est dû à une immaturité idéologique du prolétariat. Cette immaturité a écarté pour le moment la perspective socialiste et, le capitalisme qui a survécu ne peut que continuer sa courbe décadente.

e)-La tentative révolutionnaire échouant, le capitalisme, pour survivre, doit, une fois le prolétariat écrasé, réintégrer dans la société la classe ouvrière. Le capitalisme d'Etat représentant une concentration de la production poussée à l'extrême entraîne par là une intégration de la société en général dans l'Etat. De plus ce caractère de concentration ne traduit pas une tendance à sortir la société hors de la crise permanente du régime, mais une solution de continuité même, dans la décadence.

f)-Les différents capitalismes d'Etat ne peuvent s'élever à l'échelle d'un Super capitalisme d'Etat puis qu'ils ne sont que les produits de la crise permanente du régime. Leur existence même est conditionnée par la perpétuation de la guerre impérialiste. Leur concentration économique n'ayant comme fonction qu'une production de destruction.

g)-Sur le cadavre de la Révolution, un Capitalisme d'Etat surgit en Russie s'appuyant sur toutes les solutions faussées- par l'isolement de la Révolution russe- des problèmes des rapports Etat ouvrier--classe ouvrière.

h)-La deuxième guerre impérialiste ne fait que confirmer le nouveau mode d'existence de la société: la destruction.

CONDITIONS DE LA REVOLUTION: Une fois admise la crise permanente du régime, les conditions de la révolution ne peuvent plus répéter celles de 17. L'opposition aiguë entre les forces productives et les rapports de production ont donné comme première réponse la Révolution. La défaite du prolétariat entraînant un retour du capi-

INTERNATIONALISME

talisme au pouvoir, l'opposition fondamentale des forces productives rapports de production existe toujours avec la même acuité qu'en 14, mais n'est plus apte à ouvrir la crise révolutionnaire. Cette opposition exprimait un maximum dans une courbe ascendante; dans une courbe descendante elle ne fait qu'exprimer la nécessité de la révolution sans en préparer les conditions objectives.

Les conditions objectives nouvelles ne peuvent que refléter l'impossibilité même pour le capitalisme d'Etat de continuer à vivre. La continuité du capitalisme d'Etat, étant fonction de sa concentration économique et par là sociale, la guerre ne peut provoquer une dislocation profonde de cette concentration, rejetant par là la société civile hors des cadres de l'Etat. C'est à ce moment que la crise du régime repose la perspective socialiste comme immédiate.

Les conditions objectives de la révolution se représenteront donc, sans pour cela garantir l'éclatement de la Révolution. Celle-ci est fonction de la maturité de la classe ouvrière, maturité qui s'exprime dans son idéologie et dans ses militants.

Ce document a été rapporté par notre camarade Housso

Document présenté par Socialisme ou Barbarie

La perspective révolutionnaire et les tâches actuelles
de l'avant-garde

1- Le fondement de l'existence idéologique de l'avant-garde est la perspective révolutionnaire. Sans celle-ci, il n'y a pas de compréhension de la société actuelle, puisque le développement de cette société, encore inachevé, n'acquiert sa pleine signification que par son avenir possible. Cet avenir n'est d'autre part possible pour les représentants idéologiques d'une classe que comme projection des intérêts et des buts historiques de cette classe, donc en fonction d'une orientation d'action. En ce sens la perspective révolutionnaire est le point focal de l'idéologie prolétarienne.

2- L'avenir réel de l'histoire dépend de l'issue de la lutte entre les deux forces historiques en présence. Le caractère conscient du mouvement prolétarien s'exprime d'une part en ce qu'il est capable d'envisager son but, le socialisme, autrement qu'un idéal à atteindre ou la simple réalisation de ses intérêts, mais qu'il montre les prémisses de cette réalisation comme contenues et développées dans la société actuelle; d'autre part, en ce qu'il est capable d'intégrer dans sa perspective l'éventualité de sa défaite, aboutissant à la chute de la société dans la barbarie. La perspective historique s'exprime donc dans l'alternative Socialisme ou Barbarie, et l'idéologie révolutionnaire démontre le développement de la réalité, développement contradictoire, parallèle et indépendant, des prémisses du socialisme et de celles de la barbarie.

3- La société capitaliste reste capitaliste aussi longtemps qu'elle développe ces deux éléments à la fois. En effet la victoire de l'un sur l'autre, signifierait la négation du capitalisme, et le passage à une autre société - prolétarienne ou barbare. En définitive, la seule définition historique valable du capitalisme est qu'il contient et développe la possibilité de la révolution prolétarienne. La division de l'histoire du capitalisme en une phase ascendante et une phase descendante ne signifie pas que pendant la première phase les prémisses de la révolution se développent ou qu'elles reculent dans la seconde; mais que le régime passe d'un état d'équilibre dynamique à un état de crise structurelle. A cette crise correspond désormais la possibilité de la révolution prolétarienne mondiale. En ce sens ce n'est que pendant la période décadente du capitalisme que les prémisses de la révolution sont effectivement et totalement posées, puisque c'est cette période qui réalise les conditions de la défaite de la classe dominante.

4- Les prémisses du socialisme ne se résument pas dans la misère croissante du prolétariat - misère qui a été le lot commun de toutes les classes exploitées de l'histoire, sans les rendre capable pour cela de révolution communiste - mais dans l'expansion des forces productives à un niveau rendant possible la suppression de l'exploitation, dans le développement de la capacité du prolétariat à devenir classe dominante.

INTERNATIONALISME

Ce développement des forces productives par la société capitaliste continue, quoique ralenti par la décadence du régime. Entre 1913 et 1948 la production industrielle mondiale s'est accrue deux fois et demie (la production agricole moins, la production des services beaucoup plus) donc beaucoup plus rapidement que la population (qui n'a augmenté entre ce temps que d'un cinquième) La production de guerre ne représente qu'une infime partie de cet accroissement et d'ailleurs, ne cesse pas, elle aussi d'être production. Parallèle à ce développement est l'accroissement du poids du prolétariat industriel dans la population, comme aussi la prolétarianisation de plus en plus étendue de tous les secteurs de l'économie.

La question de capacité du prolétariat à devenir classe dominante concerne d'une part ses capacités à gérer l'économie, d'autre part sa capacité politique, - autrement dit, le développement de sa culture technique et de sa conscience politique.

L'accroissement de la culture technologique du prolétariat, - considéré du point de vue de la capacité gestionnaire du prolétariat en tant que classe découle inévitablement du développement de la technique, de la socialisation du processus de production et même de l'automatisation de ce dernier. La perte de qualification quasi-artisanales individuelles d'autrefois est de ce point de vue sans commune mesure avec les possibilités de domination du processus de production créés par la division du travail et la mécanisation. D'autre part, de même que l'appropriation des moyens de production par le prolétariat ne peut être que collective, de même est collective son appropriation des techniques productives. Le sujet de la révolution prolétarienne est l'ouvrier collectif et non l'ouvrier individuel.

Le développement de la conscience politique de la classe est le résultat d'un long processus dialectique, dont l'évolution de la société capitaliste aussi bien que l'expérience objective des luttes contre l'exploitation ont formé les éléments. L'histoire du mouvement ouvrier, considéré jusqu'ici sous l'angle superficiel de l'action des partis, de leurs erreurs et de leurs "trahisons", ou des "maturations" et des régressions de la conscience de la classe, aussi soudaines et aussi inexplicables les unes que les autres, doit être comprise dans ce cadre.

Ainsi le passage du mouvement ouvrier à travers les phases de la révolte immédiate, du réformisme, du bolchévisme et du bureaucratisme stalinien exprime l'élaboration progressive au sein de la classe d'une conscience de classe des buts et des moyens de son mouvement. Particulièrement la phase qui n'est pas encore close et qui est caractérisée par l'emprise de la bureaucratie stalinienne sur les fractions les plus actives du prolétariat exprime ce moment de la conscience de classe pendant lequel la nécessité du renversement radical de l'état bourgeois et de la propriété privée est comprise, mais ce renversement est considéré comme ne pouvant se faire que sous la direction exclusive et totale d'un "parti" qui est en fait la bureaucratie stalinienne. Mais la réalisation de ce moment entraîne sa propre négation, par le dévoilement de la mystification qui y était contenue, par la réalisation du pouvoir de la

INTERNATIONALISME

bureaucratie comme couche explicite personnifiant le Capital dans la dernière phase de son histoire et en fin de compte par l'expérience objective que le prolétariat est ainsi amené à faire de cette ultime forme de la société d'exploitation.

Autrement dit, le développement des capacités politiques du prolétariat s'exprime par la prise de conscience des nouvelles formes d'exploitation et par le rejet auquel le prolétariat est successivement amené de toute forme de gestion et de pouvoir qui ne soit pas sa propre gestion et son propre pouvoir.

Parallèlement aux prémisses de la révolution sociale se développent dans la société actuelle, les prémisses de barbarie. Elles en sont symétriques aux précédentes et s'expriment dans l'extension progressive des moteurs et des possibilités du développement des forces productives et dans l'aliénation croissante du prolétariat.

La concentration croissante du capital, entraînant la disparition graduelle du marché, de la concurrence et de la propriété privée du Capital, leur remplacement par la planification de la production dans les intérêts des exploitants, les luttes violentes entre ceux-ci et l'État national ne pourra s'arrêter, en cas d'échec de la révolution, que par la victoire, à l'échelle mondiale, concrétisée par la domination mondiale d'un seul État et d'une classe exploitante unifiée. Mais la réalisation de cette tendance signifierait la disparition définitive du moment de l'accumulation capitaliste, qui est la lutte contre les multiples du Capital, lutte pacifique (concurrence) ou violente (guerre). Parallèlement à l'exploitation et l'aliénation constante du prolétariat par la crise de la productivité du travail qu'elle provoquent tendent à réduire le surproduit et par là même minent la base objective de la possibilité d'accumulation.

Si la concentration de l'économie signifie inévitablement sur le plan social l'éviction de la bourgeoisie par la bureaucratie, la domination mondiale de la bureaucratie signifierait à la longue l'arrêt du développement des forces productives, la stagnation économique et la transformation de la classe dominante en une couche simplement parasitaire, consommant improductivement le surproduit sans accumuler.

Dès la victoire de ces facteurs signifierait une régression des capacités révolutionnaires du prolétariat, puisque celles-ci sont en fonction du développement général de la société. Mais plus profondément encore, le fait de voir que la société bureaucratique ne pouvant exister que sur la base d'un asservissement total de la classe exploitée, altérerait en elle-même la nature révolutionnaire de celle-ci, par la suppression de toute possibilité de lutte, les conditions matérielles de misère absolue, la terreur, la mystification, le cloisonnement et la stratification des diverses catégories de producteurs.

7- Le point de rencontre des deux processus sera la troisième guerre mondiale. Résultat elle-même de la tendance vers la concen-

INTERNATIONALISME

tration mondiale du Capital, elle signifiera nécessairement la réalisation de cette concentration quels que soient ses résultats. Elle ouvrira ainsi directement ou par ses conséquences immédiates la voie du socialisme ou celle de la barbarie.

La guerre posera concrètement la possibilité non de la révolution non seulement par la crise objective, du système d'exploitation dont elle sera l'expression violente, mais en acroissant l'expérience que les masses font de l'exploitation, et particulièrement de sa forme bureaucratique - dont l'essentiel deviendra commun aux deux blocs en présence, - et enfin au moment où ces masses seront en possession des moyens de violence.

8- La victoire de ces possibilités révolutionnaires dépend d'une manière décisive de la constitution et du développement d'une avant-garde organisée. C'est là la tâche qui nous incombe directement et immédiatement. Sa réalisation est possible, car dans la période actuelle sont donnés les éléments objectifs de l'élaboration et de la concrétisation de l'idéologie et du programme révolutionnaire, et sont également donnés, sous forme d'une avant-garde ouvrière diffuse ayant fait l'expérience de la bureaucratization, les éléments humains, pour la constitution d'une organisation révolutionnaire. Le terrain pour la constitution de cette avant-garde organisée est formé par les luttes continues de la classe ouvrière contre l'exploitation.

Ce document a été présenté par le camarade Chealison

INTERNATIONALISME

On trouvera ci-dessous le texte d'une intervention de notre camarade Cousin à la réunion organisée le 21 avril dernier par le groupe "Socialisme ou Barbarie". L'ordre du jour comportait l'étude de l'article du camarade Chaulieu, portant sur la bureaucratie yougoslave.

Le camarade Chaulieu nous a donné un commentaire aussi copieux que documenté sur l'affaire yougoslave. A bien des égards son article apparaît comme un démontage minutieux et exhaustif du travail en Yougoslavie et de la mystification titiste. Il a fort bien ramené la crise yougoslave à ce qu'elle est: une lutte typiquement interbureaucratique pour le partage du produit de l'exploitation. Notre groupe a déjà donné son sentiment à ce sujet, il n'y a pas de divergences essentielles entre S ou B et nous. Il est bon que le camarade ait démontré cette caractérisation avec une documentation plus élargie que celle dont nous faisons usage, quoiqu'il procédât avec une verbosité parfois excessive.

Ceci dit, je passerai à l'examen de deux points de vue qui se font jour dans cet article, comme dans les publications antérieures de Socialisme ou Barbarie, et qui m'apparaissent comme contestables. Le premier de ces points de vue consiste en la théorisation de la bureaucratie stalinienne comme déléguée de la classe. A vrai dire, et dans le cadre du présent article, Chaulieu ne parle pas de la classe ouvrière comme telle mais des masses. On conçoit qu'il n'en peut être autrement puisque selon les bureaucrates yougoslaves eux-mêmes la population citadine s'élevait en 1939 qu'à 3.715.000 habitants, soit 23,7 % de la population totale du pays, pourcentage dont il faut soustraire les effectifs des exploités et de leurs sous-ordres. Le P.C.Y. lui-même ne comptait alors que quelques milliers de membres. On ne répondra sans doute qu'en septembre 1917, le parti bolchéviste comptait au plus 240.000 membres sur un prolétariat industriel groupant plus de trois millions d'individus. Et c'est que le parti bolchéviste fut incomparablement plus représentatif, sur le plan de la qualité, que le P.C.Y. à la veille de son entrée en lutte, toute comparaison relative entre ces deux organisations serait insoutenable. L'action du parti de prolétariat en Russie prenait place dans le cadre de la grande montée révolutionnaire mondiale de 1917-1923. L'action du parti de Tito se situe dans le cadre d'une relève de la bourgeoisie traditionnelle des pays économiquement arriérés par une bureaucratie utilisant les ouvriers comme masse de manœuvre ainsi que ce fut le cas dans la France bourgeoise de 1848.

Chaulieu s'étonne que les masses, et il parle ici comme les anarcho-syndicalistes sans doute parce qu'il ne peut faire autrement, que les masses farent actives au maximum sur le plan physique alors qu'elles devraient être absolument passives sur le plan de la conscience. Jolie découverte en vérité! Les marxistes n'ont pas attendu le stalinisme pour dénoncer ce processus. "Remarquons, écrivait Kautsky en conclusion de sa po-

1) Boris Kichitch: L'essor industriel de la Yougoslavie - Nouvelles yougoslaviques, avr. 1950
2) Souvarine: Staline Paris 1935, p.164

INTERNATIONALISME

l'émique contre Bernstein, remarquons qu'on a jamais vu la totalité des membres d'une classe prendre part aux luttes sociales. Partout nous ne trouvons combattant au premier rang qu'une élite dont les aptitudes politiques témoignent de l'état de maturité du parti. Dans chaque classe la masse suit en partie l'élite sans faire preuve d'initiative et en partie s'abstient de prendre part au combat." (3) Kautsky en conclut que les jacobins, par exemple étaient les délégués de la bourgeoisie et qu'il ne restait dévolu à cette classe que "l'exécution des décisions et de la lutte physique" comme dirait Chaulieu. Que non pas la souveraineté politique d'une classe signifie donc, en fait, continuait Kautsky, la souveraineté de son élite comme il en ressort pour la noblesse, la bourgeoisie, pour toute classe dirigeante. En ce sens, et si nous suivons Chaulieu, le prolétariat serait au pouvoir dans le monde stalinien-titiste. Ce serait une absurdité et l'article même du camarade en serait la péremptoire réfutation.

Selon qu'elle se situe dans les cadres préétablis de l'exploitation ou qu'elle s'oppose inconditionnellement, l'action des ouvriers prend un sens différent. Lorsque les ouvriers réclament un meilleur salaire, ils ne proclament pas leur droit sur la production, ils ne font que réclamer un réajustement du prix de la force de travail. Ils reconnaissent ainsi le système d'exploitation établi. Cette attitude trouve son exemple classique dans la politique des Trade Unions. Lorsque les ouvriers réclament un meilleur gouvernement, un Thorez ou un Atlas, ils ne proclament pas leur droit à la direction de la société, ils ne font que réclamer une place plus grande dans la gestion capitaliste d'une société, fondée sur des rapports capitalistes. Comme classe historique déterminante, comme prolétariat si l'on veut, la classe ouvrière se donne comme objectif la gestion par elle-même de l'ensemble de l'économie et à l'échelle mondiale. Elle ne se connaît pas de délégués exerçant le pouvoir en ses lieux et place et à son détriment. Cette appréciation est celle des grands penseurs du socialisme, Engels ou Lénine par exemple. Elle a été défendue depuis par la Gauche Communiste (dite bordighiste). Récemment encore notre camarade Marc la concrétisait dans un article d'Internationalisme. (4)

Chaulieu reconnaît qu'il n'y eut dans les masses yougoslaves, aucun dépassement des illusions nationalistes. Il indique que leur participation au combat devenait une nécessité commandée par le seul souci de leur existence biologique. L'absence d'une bourgeoisie puissante a permis à la bureaucratie, appelons la ainsi, de prendre indiscutablement la tête du combat. Mais elle le faisait, non en tant que déléguée de la classe ouvrière, mais bien en tant que classe exploiteuse. Si les ouvriers ont "suivi" leurs dirigeants titistes lors de la scission avec le Kominform c'est que leurs intérêts coïncidaient avec ceux de leurs maîtres, qu'ils cherchaient à s'affranchir des lourds surprofits prélevés sur leur tra-

3) K. Kautsky: "Le marxisme et son critique Bernstein" Paris 1900 pp 359-60
 4) Marc "Programme transitoire et programme révolutionnaire" Internationalisme. Novembre 1947

INTERNATIONALISME

taille par les exploitateurs des pays k. minoritaires, et par leurs généraux et tous les bureaucrates rissés. Puisque Chauvieu a négligé ce point, je donnerai ici deux indications d'ordre statistique: pour la semaine de 7 jours les yougoslaves payaient 525.000 dinars, sous forme de 1300 tonnes de minerai de fer. La Tchécoslovaquie en tirait 650 tonnes de fer brut soit au cours de marché mondial, 2.575.000 dinars. Pour un Kg d'acier de haute qualité, la Yougoslavie devait fournir 70 kgs de minerai de fer. Mais les dirigeants yougoslaves, qui ont toujours été plus intéressés que ses autres maîtres, retenus par des considérations politiques, parvient à contester de préférence moindres, c'est à dire échanger les marchandises aux cours mondiaux, les leurs, et non à ceux, plus avantageux encore, de la branche orientale du capitalisme d'Etat mondial. Théoriquement du moins, le niveau de vie de l'ouvrier yougoslave devrait s'en trouver relevé. En fait, ce serait les répercussions de l'accumulation qui absorberont la part désirable, au Yougoslavie, à son profit.

Si je me suis étendu sur cette question c'est qu'elle vient dans l'œuvre de Chauvieu comme un cheveu sur la soupe. C'est une tentative dangereuse faite à la mystification stalinienne et qui revient, en propre, à persuader aux ouvriers, qu'en quelque mesure, les staliniens sont forcés à représenter les intérêts. Les arguties ni les subtilités du langage n'y changeront rien: la théorie de la délégation de la classe est à St. ou à Barbarie ce que le gouvernement PS-PC-CGT est aux trotskistes. Mais alors que le trotskisme est impensable sans sa participation effective à la répression idéologique que la bourgeoisie exerce sur les ouvriers, St. ou à Barbarie se doit d'abandonner une position contestable.

Un autre point que je soulèverai sera le suivant: le camarade nous présente les trotskistes comme des imbéciles, les renégats de la politique révolutionnaire, des hystériques, je ne sais quoi encore. Un ton au-dessus et ce serait celui d'Anna Pauker appréhendant, verbalement, Tito par le col. Les trotskistes gracieusement n'ont jamais convenu à personne. Elles ne servent qu'à dissimuler le fond de la question.

Le trotskisme s'est constitué sur la base d'un redressement de la 3^e internationale. Il lui fallait maintenir à tout prix le dogme de la préexistence des bases socialistes du système russe d'exploitation, lequel dogme justifiait à son tour l'existence d'une 4^e internationale. Les trotskistes ont formé une espèce d'aile gauche, c'est à dire plus consciente, du stalinisme. Il est significatif qu'ils aient, longtemps à l'avance, préconisé les mesures que les staliniens devaient appliquer dans les pays dits de démocratie populaire. Bien que ceci n'entre pas dans le cadre du sujet abordé plus haut, il faut noter que

INTERNATIONALISME

par ailleurs, les trotskistes demeurent fidèles à ce qu'il est convenu d'appeler la perspective classique du socialisme correspondant à la période classique du capitalisme. Pour eux, la grève paie toujours, en tous les cas.

La période ascendante du capitalisme fut pour les ouvriers un peu d'un âge d'or, le développement ~~ininterrompu~~ constant des forces productives, l'ouverture de nouveaux marchés, permettait une amélioration certaine de la condition des travailleurs. On sait que leurs revendications, partiellement satisfaites, jouèrent un rôle important dans le développement de l'industrie et dans l'élévation technique victorieuse, et par là même insatisfaite, ~~l'industrie~~ s'affermissait, s'élargissait, s'approfondissait. Les années qui suivirent immédiatement la première guerre mondiale virent le couronnement de ce processus: le prolétariat tenta d'imposer sa dictature. Il échoua.

Dès lors la perspective changea. Le capitalisme entama sa courbe décadente. Depuis 1929 les salaires réels, sont en baisse constante, bien que les ouvriers, et leur action mille fois fondée, tentent de s'y opposer par des grèves de masse. Les actions revendicatives ne permettent plus et encore que le maintien des conditions de vie antérieures. Sur le plan de la conscience ces échecs répétés lient au plus contingent, à l'immédiat, les revendications des ouvriers et les attachent à leur direction (bureaucratique), reconnue comme telle par la bourgeoisie. Loin de montrer dans les grèves ce qu'elles sont devenues: un instrument de défense des ouvriers, et de caractère aléatoire, les trotskistes présentent ces dernières comme de la dynamite qui fera sauter les vestiges vermoulus du capitalisme. Ce seront les trotskistes, bien entendu, qui allumeront la mèche.

Ainsi la voie s'ouvre à l'opportunisme et cette voie les trotskistes l'ont arpentée avec la même ardeur que les autres partis se donnent comme l'expression des masses. Dans l'affaire Tito les trotskistes ont vu un moyen de renflouer le dogme bien malade des fameux "fondements socialistes" d'une économie capitaliste d'Etat tout en pouvant, enfin, donner libre cours à leur antistalinisme maladif. Leur puissant instinct familial leur a permis de déceler un frère dans le titisme. Comme l'écrit Dalmas "l'idée du communisme indépendant s'est enracinée dans un Etat, un gouvernement, un parti communiste tout entier" (6) Lisons que les idéologues trotskistes ont découvert une variable indépendante par rapport à leur Internationalisme, le P.C.Y.

Mais ils ne se sont pas trompés. Le titisme se tient doré et déjà sur leur plate-forme idéologique: "Rappelant que Marx et Lénine avaient prévu que deux dangers menaçaient la classe ouvrière victorieuse et le socialisme - la bourgeoisie défaite, d'une part, et la bureaucratie intérieure d'autre part, Djilas (membre du BP du PCY) a souligné que le développement de la dictature du prolétariat, c'est à dire la démocratie socialiste, peut

Alexis Dalmas: Réflexions sur le communisme yougoslave - Les Temps modernes N° 58, mars 1950

INTERNATIONALISME

donc suivre deux voies: celle qui conduit à son dépérissement dans la mesure où se développe le socialisme même, ou celle du renforcement et de la transformation de la bureaucratie en une caste privilégiée vivant aux dépens de la société prise dans son ensemble, etc., etc." (7) La fraternité idéologique de Milovan Djilas et de Pierre Frank se manifeste sans équivoque dans ce texte dont l'exégèse serait inutile attendu que la romance en est bien connue. Il n'y a pas d'indécision dans le concours que les trotskistes essaient d'apporter à Tito, mais la solidarité que bureaucrates capitalistes d'Etat, autonomistes par rapport au Kremlin, éprouvent pour leurs semblables que Tito réprouve au siècle, à ses yeux intempestif et compromettant, n'est une autre affaire.

Socialisme ou barbarie prétendait que nous qualifions "d'emblée toute lutte ouvrière - hormis la révolution - elle même - comme réactionnaire"

Une telle définition de nos positions est arbitraire. J'ai essayé de les préciser dans la critique de l'article du camarade Chaulieu. On ne m'en voudra pas je l'espère d'avoir élargé le débat.

5) Taa Jug - N° 172, 20 mars 1950

GUERRE DE COREE

On ne saurait dire du déclenchement des hostilités en Corée qu'il stupéfie le monde. Compte tenu de l'inévitable effet de surprise, quant à la date, il apparaissait bien que le destin de la Corée vers le milieu du XXème siècle était tracé : servir de lice aux chevaliers des deux blocs impérialistes.

Au premier chef, la guerre de Corée représente une étape dans le procès de préparation idéologique et militaire d'une 3ème guerre mondiale. En ce sens, et toutes proportions gardées, on la peut rapprocher du rôle tenu par la guerre d'Espagne dans la dernière conflagration impérialiste. Leur caractéristique principale, sinon l'essentielle, fut le perfectionnement des mystifications destinées à droguer les combattants et l'arrière. Hier, c'était le front unique, soit contre le péril fasciste, soit contre le "rouge". On sait assez que la guerre de Corée a permis une reprise de ce thème majeur des idéologies capitalistes d'aujourd'hui, l'élargissant aux plus récentes conditions politiques.

ICs ne s'agira pas ici de démontrer cette affaire en ses détails historiques. Un tel exercice serait sans portée. Mais l'on essaiera de brosser schématiquement quelques unes de ses lignes de force.

WALL STREET ET LA COREE - Les Etats-Unis apparaissent comme les grands bénéficiaires du conflit. Incident local qu'il aurait pu demeurer, il a pris rapidement une tournure universelle.

Loin d'être, comme le prétend par exemple un chroniqueur anonyme de Socialisme ou Barbarie, la concrétisation d'une théorie américaine de la guerre froide que, l'ayant imaginée (après les journaux), le camarade juge bête, catastrophique et plate, les hésitations yankees se rapportent aux divergences maîtresses entre dirigeants américains. L'interprétation psychologique de l'histoire, que Socialisme ou Barbarie substitue par trop souvent à son interprétation matérialiste, même, une fois de plus, ces camarades à user d'épithètes pittoresques et non d'une analyse sérieuse.

On connaît la profonde analyse que Daniel Guérin fournit dans son "Fascisme et Grand Capital" de l'antagonisme entre industries lourde et légère. Les schémas restent valables alors que l'on étudie les difficultés actuelles de la politique yankee. Quoique aux U.S. la répartition du capital entre ces deux branches de l'industrie soit largement différente de celle étudiée par Guérin, l'ouvrage de ce dernier peut sur ce point donner, aux lignes qui suivent, son cadre théorique.

Aux U.S., depuis la fin de la guerre, l'importance de la demande, tant sur le marché intérieur que mondial, a permis à l'industrie de tourner à plein rendement. Il faut toutefois considérer les symptômes de crise qui se firent jour l'an dernier. Jusqu'à cette date, la politique américaine avait affecté des apparences d'homogénéité. Vinrent ces symptômes et il apparut que le plan Marshall, ni le célèbre point 4, ne parviendraient à dégager le marché parvenu dès lors aux goulots d'étranglement. Il faut ajouter que la menace était plus précise; pour l'industrie lourde, laquelle ne peut guère intervenir sur le marché mondial (matériel d'équipement) sans, par là-même, se créer des concurrents redoutables en regard aux prix de revient (lisez standings de vie ouvrier) inf

rieurs de ces derniers. Difficultés que n'ont pas à affronter les industries de transformation, livrant des produits finis et plus internationales dans leur structure. Pour celles-ci le problème est seul de l'élargissement du marché; pas de guerre mais relèvement des industries arriérées ou ruinées, tel est son slogan. Les mesures prises y pouvaient, cahin-caha, suffire, à condition toutefois d'enrayer de dispendieux efforts d'armements et la superfiscalité conséquente. L'abandon de la Chine peut alors se comprendre si l'on considère que le véritable champ d'exportation des US c'est l'Europe ¹⁾; là les locomotives, les produits chimiques ou les pneus s'écoulaient plus aisément qu'aux Indes ou au Congo. Aussi prévalaient les thèses de l'industrie légère, tandis que commençaient de se dégarnir les carnets de commande de la métallurgie et que s'amoncellaient le charbon ou les minerais.

Les antagonismes à l'intérieur d'un capital national donné ne sont cependant pas irréductibles. La menace extérieure ramène en son sein l'unité d'action; les producteurs d'armements reprennent le dessus.

Avec l'ouverture du conflit coréen s'ouvrait une nouvelle phase. Aux attermolements faisaient suite des décisions rapides dont la guerre n'a été qu'un aspect. Les usines d'armements, fermées ou reconverties, délivrent à nouveau leurs engins ²⁾. En ces temps où le sang et la peine des hommes se comptent en dollars, la guerre de Corée est, pour le Big Business, une opération largement rentable.

Rentable elle l'est plus encore dans le cadre de la préparation idéologique à la guerre. L'opinion publique américaine était encore insuffisamment chauffée; la guerre ne lui apparaissait pas pleinement comme un mal nécessaire. C'est fait maintenant. Car la guerre moderne suppose un haut degré d'armement idéologique chez chacun des belligérants; l'adhésion totale des masses populaires est requise. Et la reconnaissance d'une conscience de classe chez les ouvriers est prévenue par ces ballons de chloroforme politique que sont la cinquième colonne de Staline, la participation à la grande croisade démocratique et universelle sous le signe de l'Onu etc

De plus l'affaire coréenne a servi à assurer une cohésion plus grande à l'intérieur du bloc occidental, à niveler certains particularismes têtus. L'obstination de la Grande-Bretagne à consacrer ses ressources à l'équipement industriel plutôt qu'aux armes est, par exemple, battu en brèche. Et l'on parle de l'instauration d'un contrôle international des matières premières -

1) - Selon les estimations du National Advisory Council, les régions insuffisamment développées (69.9% de la population mondiale) n'importèrent dans les années 1936 à 1940 que 70 cents de produits américains par an et par tête. Les régions partiellement développées en importèrent pour 1d.25 tandis que les régions développées (16.5%) soit l'Europe en importèrent pour 5d85 (Problèmes économiques, n° II9). On notera que dans ces dernières années, les guerres civiles en Asie y firent baisser la demande en produits américains alors qu'elle s'accroissait en Europe.

2) - Selon le département du Commerce, les dividendes déclarés par les sociétés américaines, au cours du mois d'août 1950, accusent une augmentation de 11% par rapport à ceux déclarés dans la période correspondante de l'an dernier. Signalons toutefois que certaines industries de transformation (textiles, cuir, raffineries de pétroles) ont déclaré en août des dividendes inférieurs à ceux de 1949.

dirigé contre des producteurs moins bien placés si par trop entreprenants - ou d'un pool de l'acier dont les directions seront à New York. Australiens, britanniques ou philipins se font trouer la peau en Corée; bientôt des conscrits allemands, vingt divisions françaises. L'oncle Sam recrute.

LE KREMLIN ET LA CORÉE

Le problème fondamental auquel doit faire face le capitalisme américain est celui d'un capitalisme hautement développé qui ne peut maintenir le taux de l'accumulation par suite de l'insuffisance relative de la plus-value. La hausse continue de la composition organique du capital, son élargissement croissant sous la poussée de la concurrence, entre en contradiction aigue avec la baisse du taux de profit. Le travail de l'ouvrier, malgré le degré intensif de l'exploitation rationalisée ne rapporte plus assez au capitaliste pour lui permettre d'entretenir et renouveler ses matériels et stocks en même temps que moderniser et agrandir son usine sans cesse pour tenir le coup face au voisin. L'entreprise tentaculaire devient de moins en moins rentable³⁾, les capitaux cherchent à se placer en d'autres branches, elles-mêmes engorgées. Le marché est saturé, l'on se trouve devant une suraccumulation de capital. Il reste alors deux solutions : ou bien exporter les capitaux vers des territoires où des possibilités d'investissements demeurent, mais ces derniers se ferment à leur tour (le "réveil" des peuples coloniaux en est la plus récente manifestation); ou bien se diriger vers la production improductive : la production de matériel de guerre. Cette production sera permise par des prélèvements massifs opérés dans une sphère donnée de la production⁴⁾, ainsi que sur le capital existant déjà à l'intérieur de cette sphère. C'est cette dernière tendance - la première étant partiellement écartée déjà - qui prévaut aujourd'hui; encore que les vieux capitalismes européens ne parviennent à opérer ces prélèvements - quand ils y parviennent - qu'avec d'extrêmes difficultés. Dégradation du capital affecté à des fins improductives, telle est aujourd'hui la loi, demain la destruction massive du capital encore productif précipitera l'Humanité dans la Barbarie. Le capitalisme aura mangé le capital.

Telle est la perspective à l'intérieur de la branche occidentale du capitalisme mondial. Celle de sa branche orientale est tout aussi peu brillante. Là le problème posé l'est à l'inverse de celui posé aux Occidentaux. Les Etats-Unis sont intoxiqués de capitaux, - ils les transforment en bombes - la Russie en manque désespérément.

Les différents plans quinquennaux ont eu pour objectif de permettre à la Russie de rivaliser avec les grandes puissances. Cependant l'évolution des puissances, sous la coupe des monopoles, vers la constitution d'un gigantesque appareil de production de guerre obligeait la Russie, à son tour, de suivre cette voie afin de subsister en tant qu'Etat. Les modalités de cette évolution

3) - Avant la dernière guerre mondiale, une entreprise rationalisée pouvait encore réaliser des bénéfices en ne travaillant qu'avec 50 à 60% de son potentiel. Des calculs faits aux US en juillet 1949 démontrent que même à 75-85%, la plupart des entreprises modernes ne réalisent plus de bénéfices (Voinea, la Socialisation, Paris 1950, p. II). Il est évident que ces chiffres ne peuvent être considérés autrement que comme expression d'un rapport statistique et non en soi.

4) - De 1929 à 1939 le pourcentage du revenu national qui, aux US, va à la défense nationale double (de 0,9 à 1,8); le gigantesque effort de guerre américain l'a fait, à coup sûr, augmenter encore. Pendant cette même période, il

russe ne nous intéressent pas ici. Mais insuffisamment développé, le capital russe a dû subir d'énormes destructions tant en hommes qu'en matériel, installations, etc... Les aléas de la politique intérieure ont eux aussi décimé les cadres, contraint à répartir la force de travail d'une manière plus anarchique, et plus arbitraire en même temps que dans les autres pays capitalistes.

Alors qu'aux US l'insuffisance relative de la plus-value découle de la masse en progression constante de G et V par rapport à PL, en Russie cette insuffisance est la conséquence d'un manque de capital. Dans les conditions actuelles du capitalisme, les masses ne peuvent combler l'avance prise au cours d'un siècle d'évolution pacifique du capital occidental. Tout leur effort doit se concentrer sur la production d'instruments de guerre, domaine où leur retard est grand encore. Le surprenant idéalisme qui prétend, de son poids en signatures et congrès, à étouffer la bombe atomique et défendre la paix n'a pas d'autres raisons.

Aussi la Russie cherche-t-elle à tout prix - hormis la guerre, mais jusqu'à quand ? - à s'emparer des usines équipées du monde occidental. Après la conquête des complexes industriels de Saxe et Silésie, puis de Bohême, le Kremlin a tenté de mettre la main sur l'industrie rhénane. Le blocus de Berlin fut la première épreuve de force, localisée entre les deux blocs. L'enjeu : la Ruhr. Cette fois-ci en Corée, les russes, prolongeant leur victorieuse lancée en Asie, tentaient d'atteindre à moindre frais le Japon.

La Russie a besoin d'absorber du capital nouveau, comme l'organisme des glucoses. Ses tentatives de s'en emparer ont un caractère désespéré en ce sens qu'elle ne peut strictement mesurer ses actes à leurs conséquences. Il faut toujours et sans cesse plus d'usines et de spécialistes. C'est là une nécessité qui agit avec la puissance aveugle des forces naturelles. Qu'avant même d'amorcer un débarquement conséquent en Corée, Truman ait songé à "neutraliser" Formose tandis que Mac Arthur stoppait policièrement les activités du PC nippon, indique que les yankees sentirent le vent. Nul doute en effet qu'un triomphe des staliniens en Corée, succédant à leurs victoires de Chine, n'eût rendu intenable les positions des Occidentaux, non seulement dans le S.E. asiatique, mais aussi sans ce Japon où Wall Street renforce son amicale emprise sur les trusts locaux.

NORD CONTRE SUD

La propagande stalinienne s'est particulièrement attachée à mettre en valeur ce fait que leurs "démocrates" auraient lutté pour l'émancipation nationale et dans le cadre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'extraordinaire corruption régnant à l'intérieur de la clique dirigeante en Corée du Sud, ses méthodes "japonaises" en matière de police, son incapacité de féodaux à résoudre la question agraire comme à développer la production (les nord-coréens ayant il est vrai coupé le courant électrique) lui fournissaient des arguments indiscutables. Et Kim Ir Sen de faire figure d'un nouveau Garibaldi marchant, lui, au pas du "mouvement historique"

En fait de telles affirmations ne trouveraient leur contexte réel que dans l'accomplissement d'une révolution bourgeoise. Alors le prolétariat coréen, sous la direction de sa propre bourgeoisie nationale lutterait contre le féodalisme réactionnaire et jetterait ainsi les bases de sa propre émancipation. En fait il n'en est rien; aussi bien, et pour cause, les staliniens se gardent de pousser à ces conséquences leur argumentation. C'est que l'universalisation du marché mondial amenée par les monopoles a entraîné l'universalisation des luttes politiques se déroulant entre tels et tels clans rivaux des exploités. Et nul,

sérieusement, ne peut mettre en doute que l'une ou l'autre des républiques soit l'instrument de l'un ou l'autre des "blocs" auxquels elles se rattachent respectivement.

Les premiers succès de l'armée du Nord, remportés pratiquement aux dépens des sudistes, ne démontrent qu'une chose, à savoir : l'instabilité idéologique du bloc occidental, tourmenté de contradictions aiguës et jusqu'alors incapable de se donner un caractère "progressiste" à l'échelle universelle. Sa structure de capitalismes hautement développés et concurrents l'en empêche, dans une mesure plus grande que de l'autre côté de la barricade (la scission titiste montre que là aussi il y a néanmoins discorde à l'état endémique). A cela s'ajoutent les indécisions américaines; ce soin particulier porté à "murir" l'opinion publique fût-ce aux prix de quelques revers. Mais, et le déroulement ultérieur des opérations l'indique assez, ces victoires à la Pyrrhus ne sauraient être ramenées à la conjoncture, comme dit Socialisme ou Barbarie, des bases sociales autochtones et du matériel lourd. Ce que S ou B qualifie de force formidable n'a pas tenu longtemps dès cet instant que s'ouvrit la main à bombes de l'oncle Sam. S'il a fallu un certain temps aux bombardiers pour apparaître dans le ciel, qui fût celui de l'Empire du Matin Calme, le raison n'en est pas de la largeur du Pacifique et moins encore d'une fantaisie impérialiste du Département d'Etat ou du Pentagone. Devant la perspective d'un conflit mondial, les représentants des trusts hésitaient, non par humanité ou goût de la paix du soir, mais parce que leurs intérêts essentiels sont encore largement divergents. La saturation du marché en capitaux, les difficultés soit de lélargir, soit d'en conquérir d'autres lèveront leurs présentes réticences.

Quoiqu'il en soit, pour aujourd'hui, la conjonction de la maîtrise du ciel et de la mer a montré en Corée qu'elle s'accompagnait de celle du sol. Les grandes manoeuvres, tir à volonté à sang et à feu, qui s'y déroulent, démontrent que le fanatisme et les caractères autochtones ne pèsent pas plus lourd sous les obus, bombes et mitrailleuses lourdes que les usines, les gares de triage, ces maisons qui les entourent et leurs habitants.

LES HOTES EN GUERRE Dans l'un comme dans l'autre des deux blocs ennemis, la guerre de Corée a renforcé ce qu'il est convenu d'appeler la psychose de guerre. Les propagandes adverses s'y sont savamment appliquées avec toutefois des objectifs différents.

Une fois de plus les staliniens ont trouvé l'occasion d'idéaliser les masses populaires et leur courage invincible. L'homme communiste, comme dirait Aragon, est paré de ces vertus qui rendraient imbécile l'héroïsme, s'il ne l'était déjà par lui-même. Car le militaire du bloc oriental est insuffisamment protégé contre la puissance de feu des unités made in USA. Il faut le doper : l'homme courageux ne craint pas les machines de mort, il les affronte, etc... 5) Viennent les destructions massives : elles seront objets de propagande; vient la défaite : elle sera expliquée par les cruels expédients d'un ennemi robot.

4) - passe en France de 4 à 18%, en GB de 2 à 12%. En Russie 11% du revenu national allait aux armements; en 1928: 21; au Japon : 1929 : 4%; 1938 : 32-34%. (Inventaire de la situation financière de la France, Paris 1946).

5) - Ce ne sont pas des robots blindés qui contiennent les assauts des américains, mais des hommes éduqués par le parti des travailleurs et qui se révèlent plus solides que le roc, le feu et le fer (la Pravda).

Ah, si seulement une supériorité improbable dans la production d'armements pouvait permettre à Staline de justifier une guerre libératrice mondiale ! New-York verrait bien et Frisco !... Mais les héros nord-coréens tombent comme mouches sous D.D.T.

A tout ce déploiement de qualités spartiates, les yankees répondent en présentant l'homme contraint au combat. Et il a peur, cet homme américain ! 6) Il souffre de la chaleur et de la trahison. Il est désolé de se muer en assassin de masses et fait tout son possible afin d'épargner de rares églises. Car si les B 29 libèrent les âmes plutôt que les corps, la faute en est aux russes et dieu saura bien reconnaître les siens. Un niveau culturel plus élevé - c'est à-dire une gêne toute morale à se reconnaître pour massacrer "sans risques" - ainsi que l'éducation chrétienne font que la guerre ne peut plus passer pour une école d'humanité. A cela s'ajoute que l'existence et l'activité d'un combattant américain représente une somme excessivement élevée d'heures de travail alors que le soldat nord-coréen, rustiquement armé, sommairement instruit, représente une valeur moindre en capital. Le GI est un placement d'argent qu'il convient de préserver fût-ce aux dépens de toute une nation.

Sinistre tableau que la psychologie officielle des Combattants de Corée ! Toutes les précautions ont été prises par des experts qui savent bien que les chars sont conduits par des hommes ! Tout est prévu, jusque s'il en était besoin jamais, ces murs bas devant lesquels stagne le sang des fusillés pour refus d'obéissance.

Qu'il se trouve, en cette époque, des gens pour affirmer que dans "ce monde moderne modelé par le prolétariat lui-même.... l'histoire de ces dix (dernières) années n'est qu'une immense école du soldat" 7) et d'y voir une condition de maturation de la conscience de classe, cela apparaît comme un canular de croque-mort. Et pourtant il s'est trouvé le camarade Philippe Guillaume pour laborieusement s'appliquer à expliquer que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes et que, à quelques détails près, le capitalisme n'agirait pas autrement s'il avait l'intention d'offrir au Prolétariat les instruments d'exécution de ses exploités.

On n'examinera pas ici l'ensemble théorique et d'élucubrations que Guillaume offre à ses courageux lecteurs. En ce qu'elle tente de repenser les problèmes qui se posent aujourd'hui à l'avant-garde, sa tentative est pleinement valable. Mais son étendue, ou plutôt sa confusion, défie l'analyse critique. Le travail du camarade mêle inextricablement des appréciations historiques, généralement reçues comme correctes par les marxistes, à des fantaisies de journaliste en mal de copie. Nous nous limiterons ici à la théorie guillaumesque du "partisanat"; et brièvement.

LE CHANT DES PARTISANS Christophe Colomb découvrit un jour les Amériques. Philippe Guillaume lui a découvert le partisanat. Mais pas plus pour l'un que pour l'autre, l'on ne saurait parler de découvertes. Ces inventions-là courent dans l'air du temps. Et le rôle des partisans dans la guerre moderne est le maître pilier de la duperie de la Résistance.

6) - Ses correspondants de guerre aussi ! ainsi que le Monde titre sa correspondance du front. Ce qu'il faut souligner, c'est le caractère officiel, général de l'idéologie. Que l'on se reporte aux Saint-Cyriens, mourant en cascar et gants blancs, de la bourgeoisie française.

7) - Socialisme ou Barbarie - n° 3, pp 17 et 15.

La formation de bandes armées de partisans correspond au stade actuel d'évolution du capital. Elle s'intègre donc dans ce procès historique du capitalisme d'Etat que notre camarade Merel a excellemment décrit comme de l'absorption de la société civile par l'Etat. 8) En particulier, on veut dire par là que, dans le temps même où disparaissent les différents représentants de la propriété privée, cette disparition entraîne celle des différentes idéologies correspondant aux divisions internes de la classe des exploités. L'Etat, propriétaire unique, a pour adjuvant politique un Parti unique. Le rôle de ce Parti est d'activer la production, surveiller les producteurs, bref de jouer les contre-maîtres. Mais il est aussi d'organiser la nation, de la mobiliser et de l'entretenir en cet état pour la préparation à la guerre et dans la guerre.

La bourgeoisie naissante sut trouver en son sein les volontaires pour l'attaque ou la défense; l'exemple type en est la guerre de l'Indépendance américaine, là le bourgeois lutte, à l'état pur, pour le triomphe de ses intérêts de classe. A son apogée liant à son sort de bourgeoisie nationale celui des ouvriers et paysans pauvres, elle a recours à une armée de conscription dont disparaît pratiquement le franc-tireur. Mais sa décadence, c'est-à-dire ses divisions accrues, tend à s'opposer à la constitution d'unités nationales homogènes, cela dans les pays les plus atteints. On l'a bien vu en Espagne de 36 où dans l'Europe de 1944 où militaires de mêmes nationalités s'entr'égorgeaient avec cette ardeur que donne le sentiment de fraternité ennemie, entre soi déchirés.

L'activité de partisans peut paraître dès lors d'un retour aux conditions premières du capitalisme, une nouvelle classe, la "bureaucratie" succédant à la "bourgeoisie". Dans ce procès se dégagerait "une autonomie consciencielle de la classe". Cette activité serait "une forme d'expression de revendications dans les conditions de la guerre". La transformation de l'ouvrier en partisan stalinien, telle serait l'étape nécessaire du Proletariat sur le chemin vers la pleine conscience de classe.

Il faut noter, dès l'abord, que l'apparition des "partisans" sur les champs de bataille modernes n'a pas modifié sensiblement les conditions mêmes de la guerre. Le partisan n'est d'aucun poids dans l'offensive. Ses activités n'ont de sens, et sur un plan local, que dans le harcèlement et la désorganisation de communications d'une armée à laquelle les coups les plus durs ont déjà été portés. Dans l'Espagne ou la Russie napoléoniennes, dans la Russie ou la Yougoslavie stalinienne, les partisans n'ont pas franchi ces limites spécifiques de leur action. Toutes les spéculations socialistes ou barbares sur l'armement des partisans, ou les caractères tactiques de leurs apparitions sporadiques, ne changent rien à ce fait général qu'une colonne de partisans n'est pas autre chose qu'un corps d'armée agissant en enfant perdu et qui fixe ou gêne l'ennemi affaibli.

Cependant le caractère fondamental de la lutte des partisans est ailleurs. C'est celui d'une aliénation plus profonde sans cesse de l'exploité à l'appareil de production. Le capitalisme réclame - et rétribue - les suggestions qui lui sont soumises quant à l'amélioration (n'insistons pas) de la production. Il s'associe ainsi plus étroitement non seulement le pouvoir de travail de l'ouvrier, mais encore son vouloir. Un combattant efficace est celui seul qui a consenti au combat. Ici intervient le rôle de la mystification. La guerre aurait pour objet de défendre la vie du combattant et des siens. Pour le transformer en partisan, le stalinisme n'a pas spéculé sur l'acquisition des techniques par l'ouvrier ou le paysan, mais sur sa propension biologique à s'accrocher à l'existence.

8) - Internationalisme, n° 43, pp 17 à 29.

Sur le plan militaire, le partisan signifie peu de choses, sur le plan idéologique, il implique la participation active du prolétariat à forger ses propres chaînes. Il double et prolonge l'armée de conscription. Combattant à l'intérieur du système d'exploitation, et pour ce système, le prolétaire partisan lui accorde et son pouvoir et son vouloir de combat. Peu importe alors qu'il combatte en ordre dispersé ou en unités constituées, et il est chair à canons et rien d'autre, n'en déplaît aux "définitions sociologiques".

La place - et aussi l'intérêt - manquent pour montrer que Philippe Guillaume n'a fait que reprendre, en l'emperlifiant, la pureté théorique que Blake servait à la fraction trotskyste de Johnson-Forest. Ce dernier s'attachait à une définition du soldat américain, tendant à y faire reconnaître une maturation de la conscience au travers du séjour aux armées. Ce Blake a fait ici au moins un fervent émule, quoique plus verbeux. 9) Leur perspective du "prolétariat" s'intègre elle aussi dans la perspective plus générale du trotskisme. Il s'agit de s'emparer du pouvoir par les armes, de constituer des milices ouvrières et tout le tremblement militaire du programme transitoire. Cette conception, dans sa dernière concrétisation, n'est plus qu'un misérable appendice des doctrines officielles de la bourgeoisie. Mais, d'autre part, elle se rattache à ce qu'il faut appeler, avec le camarade Morel, la perspective classique du socialisme : à savoir que la Révolution prolétarienne serait le couronnement inéluctable des révolutions bourgeoises et que s'appuyant sur la violence, le Prolétariat assumerait dès lors la tâche de conduire l'Humanité vers le Communisme.

Mais une guerre civile universelle, dans les conditions actuelles, ruinerait à jamais les prémisses du Socialisme subsistant dans la société contemporaine. Elle ne pourrait, comme l'indiquait Sternberg, il y a déjà vingt ans, que mener à la Barbarie. Est-il besoin de rappeler les funestes conséquences qu'eut en Russie la guerre civile, menée cependant dans un cadre et avec des effectifs restreints, sur l'instauration du contrôle ouvrier.

Que le mouvement révolutionnaire soit amené à organiser des opérations de police, à user de violence à l'encontre de certains éléments bourgeois, fanatisés et irréductibles, le fait ne saurait être mis en doute. Mais confondre ces mesures avec l'imposition de la Révolution, par la guerre civile, et à l'ensemble de la société, est d'une erreur grossière découlant d'une conception militariste du Parti. Les idées du camarade Guillaume l'y conduisent tout droit.

La conscience de classe progresse par bonds et non par solution de continuité. L'occasion historique de ces bonds est la crise de l'ensemble de la société; le régime existant se révèle incapable d'assurer à tous les conditions minima de la vie. Le Prolétariat intervient alors comme porteur et surtout diffuseur de la solution historique. Les conditions précises de cette intervention son mode d'opérer, nous échappe à l'échelon de l'Histoire où nous nous trouvons. C'est l'examen du procès de la conscience de classe, le dégagement des perspectives immédiates qui importe et incombe aux rares militants de l'avant-garde. Aussi bien, si l'orientation du camarade Guillaume nous apparaît fautive purement et simplement, nous ne songeons pas un instant à condamner sa tentative en tant que telle.

+ +

9) - On s'étonnera par ailleurs que Socialisme ou Barbarie n'ait jamais indiqué l'origine précise des documents signés par Romano et Stone. Ils ont été publiés sous les auspices de la fraction Johnson-Forest. Pour la théorie de Blake, voir par exemple le bulletin interne de cette tendance n° II, 25 Septembre 1947.

La longue digression qui précède nous ramène ainsi à nos préoccupations les plus actuelles : que faire alors que le noyau révolutionnaire s'est rétréci jusqu'à ses dernières limites. Le lecteur n'a pas été sans remarquer le caractère schématique à l'excès du présent article. C'est qu'il ne trouve pas encore ses assises dans une plateforme systématique et publique. Car le moindre problème qui se pose aujourd'hui nécessite une analyse fouillée du Capital. L'introduction à ce bulletin indique quelques raisons pourquoi un tel document politique n'a pas encore été publié par nous. Le caractère parfois dogmatique de l'article ne se comprend pas sans référence à cette lacune que nous nous efforçons, par ailleurs, de combler.

Ceci dit, revenons un instant à la guerre de Corée, à la signification qu'elle peut prendre à nos yeux.

La dernière guerre mondiale a vu se renforcer les liens qui attachent la classe ouvrière au Capital, les idéologies duquel font florès au sein même de l'avant-garde. La participation intensive du prolétaire à la Résistance a marqué le point culminant de cet avilissement de la conscience révolutionnaire. Ce n'est qu'en se dégageant des idéologies des exploiters que cette conscience peut se reprendre. La non adhésion à la guerre, aux luttes internes du Capital, voilà la condition première de cette reprise.

Cependant, le désintérêt dont le Prolétariat a fait preuve à l'égard de la guerre coréenne reste d'une incertaine signification. Aux temps de la guerre d'Espagne, puis de la guerre mondiale, les manifestations de son asservissement total étaient aussi quotidiennes que les meetings de masse ou les opérations des partisans. Aujourd'hui, de telles manifestations n'ont eu lieu nulle part que sur ordre. Fatigue, lassitude d'un combat qui ne mène nulle part ? Ou bien conscience sourde que la route indiquée par les leaders des deux blocs conduit à la catastrophe ?

Ces deux appréciations ne sont nullement, c'est l'avenir qui leur donnera le contenu soit, définitif, d'une capitulation par renoncement, soit, transitoire, d'une conscience de classe qui s'éveille.

Notre tâche n'est que d'en clarifier les voies.

COUSIN

LA PERSPECTIVE DE BARBARISME
(suite)

VII

La lutte Des Classes du Capitalisme d'Etat

La dernière question qui nous reste à aborder occupe des fondements de la conception marxiste de la société.

La théorie marxiste de la société considère l'économie comme l'élément auquel il faut en dernière instance recourir toute explication. Comme le dit Marx :

"...l'anatomie de la société est à chercher dans l'économie politique". (Critique de l'économie politique, Giard, p.4)

Considérées dans la société, les conditions économiques, ou pour mieux dire, les rapports qui unissent le homme dans production, apparaissent donc comme le fondement de toutes les autres conditions :

"Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté; ces rapports de production correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle, sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de consciences sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général." (idem, pp.4 et 5)

Dans cet exposé, Marx présente ce qu'il considère comme le fondement du matérialisme historique. Les rapports de la production et l'économie dans son ensemble constituent l'infrastructure de la société, ses fondations, et le reste, tout le reste, des superstructures. Dans cette conception, le bouleversement de la société, son développement, sa progression, sont les produits de bouleversements introduits dans les forces économiques (et non pas dans les autres forces). Ces bouleversements, à leur tour, se répercutent dans les superstructures, aboutissant ainsi à la transformation d'ensemble de la société: infrastructure et superstructures comprises.

"Le changement qui s'est produit dans la base économique bouleverse plus ou moins lentement ou rapidement toute la

colossale superstructure....

De même qu'on ne juge pas un individu sur l'état de son esprit, de même on ne peut juger une époque sur son boulevardement sur sa conscience de soi. Il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production."
(idem, pp. 5 et 6)

Cependant, si les bouleversements de la production représentent aussi la source des transformations de la société, si les transformations dans leur ensemble n'en sont que le produit, ce n'est pas un fait d'une transmission nécessaire. Les changements de base ne sont pas l'objet d'une transmission "automatique" par les superstructures. La conception de Marx, conception dialectique, exclut une telle manière de voir.

En vérité les rapports de la production forment selon Marx la base des rapports sociaux qui sont les rapports de classe. Les rapports de production et l'ensemble de l'économie divisent les hommes en classes sociales. Telles sont dans la société capitaliste traditionnelle: la bourgeoisie industrielle, la bourgeoisie financière, la petite bourgeoisie, les professions libérales, le prolétariat etc... Ce sont ces classes qui commandent la situation? Divisées en classes par les rapports de la production, les hommes entrent en lutte les uns contre les autres pour leur condition matérielle. Cette lutte est une lutte entre les classes. La lutte de classes devient alors le moteur de la société en mouvement. C'est par elle que la transformation des infrastructures se traduit dans les superstructures; c'est par elle que celles-ci réagissent sur celles-là; par elle encore que de nouveaux rapports de production se substituent à ceux qui l'ont fait naître, et que prend place ainsi la transformation des forces productives qui font naître à leur tour de nouvelles luttes de classe, et ainsi de suite. La lutte de classe est ce par quoi la société vit.

"L'histoire de toute société passée est l'histoire de luttes de classe.

Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéiens, barons et serfs, maître-artisan et compagnon, en un mot, oppresseurs et opprimés, furent en opposition constante les uns contre les autres et menèrent une lutte sans répit, tantôt dissimulée, tantôt ouverte, qui, chaque fois, finit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière ou par la destruction commune des classes par lutte." (Manifeste Communiste, Costes, pp. 54-55)

On comprend donc qu'un chapitre manque encore à notre examen de la perspective de barbarie du capitalisme: celui sur la lutte des classes. Comment procède la lutte des classes qui précède à la naissance du capitalisme d'Etat? Tel est le problème qu'il nous reste à considérer.

La nouvelle structure du capitalisme est nécessairement le produit d'une lutte de classe. De même que la naissance du capitalisme fut le produit d'une lutte du capital marchand et du travailleur contre l'aristocratie

tie féodale, l'ère de la concurrence celui de la lutte du capital industriel contre la propriété foncière contre la bourgeoisie industrielle de même le capitalisme d'Etat est-il le résultat de la lutte victorieuse de la bureaucratie économique des monopoles et de la bureaucratie d'Etat fusionnées contre la bourgeoisie monopoliste. La particularité de cette lutte (et de cette victoire) est que le net en scène l'Etat dans des conditions entièrement différentes des autres époques du capitalisme. Elle inaugure un bouleversement total de la société. L'Etat, jusqu'ici, n'avait été que le produit second de la division en classe; son expression. Il contenait les antagonismes de classe en servant d'instrument de répression au service de la classe économiquement prépondérante. Avec la constitution du capitalisme d'Etat, l'Etat, au contraire, tend à devenir lui-même la force économique prépondérante. Il se dégage "au dessus" des classes et s'éveille. D'instinct qu'il était, il s'agit pour lui de devenir puissance. Il entre donc pour la première fois dans l'histoire du capitalisme dans le concert de la lutte des classes avec ses propres forces. Ce fait est entièrement nouveau. Non seulement l'Etat est-il de moins en moins le levier dont les autres classes du capital cherchent à se saisir dans leurs luttes réciproques, mais encore (conséquence nécessaire) tend-il à la destruction de toutes les classes bourgeoises de la société. En effet, en s'affirmant avec la propriété d'Etat, l'appareil bureaucratique liquide obligatoirement toute la société civile bourgeoise (puisque celle-ci reposait sur la propriété privée), c'est à dire toutes les classes qui la forment. L'Etat capitaliste se transforme donc dès l'instant que le capitalisme d'Etat forme la perspective de l'histoire. De force subordonnée aux classes qu'il était, il devient l'instrument de leur extermination. Hier la lutte des classes et la domination de l'une d'entre elles (bourgeoisie marchande, bourgeoisie industrielle, bourgeoisie financière) tendaient non pas à la destruction des autres classes exploitricées mais simplement à leur subjugation. Avec la domination de la bureaucratie, au contraire, c'est la liquidation de toutes les classes exploitricées et en premier lieu l'oligarchie monopoliste et financière qui se trouve consommée (absorption de la société civile). La bureaucratie laisse à la limite subsister une seule classe: la classe exploitée, le prolétariat (russe) avec lequel elle reste face à face sur la ruine apocalyptique de la société.

Dans les chapitres qui précèdent nous avons examiné les changements économiques qui commandent la formation du capitalisme d'Etat. Nous avons vu aussi quels changements en résultent dans les superstructures (organisation, droit, Etat, politique, etc.) Nous disposons donc de tout ce qui est nécessaire pour se poser de quelle manière la lutte des classes préside à l'ensemble de ces transformations.

+
+ +

Formes spécifiques de la lutte de classe

La lutte des classes dont naît le capitalisme d'Etat diffère donc des luttes jusqu'ici connues par la société capitaliste, puisque l'Etat, la bureaucratie, y gagnent progressivement une force autonome fondée sur la propriété d'Etat. Mais puisque la perspective de la lutte de classe est l'extermination des classes bourgeoises (société civile), la forme prise par cette lutte ne peut être elle aussi qu'exterminatrice. A un objectif aussi vaste que la liquidation de l'ancienne structure correspondent nécessairement des moyens violents

et des luttes convulsives.

Ces conditions diffèrent de celles du passé, aussi bien du passé ancien que du passé récent, mais pour des raisons différentes.

Depuis ses origines, le capitalisme s'est développé par l'intermédiaire de guerres internationales et de luttes armées intérieures à chaque Etat. Guerres internationales et guerres civiles n'étaient que les deux faces de la même lutte des classes. Ce fut surtout vrai depuis les origines jusqu'à la fin du 18e siècle, c'est à dire pendant toute la montée séculaire de la révolution bourgeoise. C'est ainsi que la domination du capital commercial, réalisée du 16e au 18e siècle, passa par les batailles civiles de la Réforme et les guerres mercantiles. Lorsque le capital industriel succéda au capital commercial au 18e et au 19e siècle, ce fut encore par des bouleversements sociaux développés en guerres entre les Etats. La révolution s'étendait alors à l'échelle mondiale et elle culminait dans la guerre. Les différents Etats reconstituaient des forces de classes différentes. Etant donné le caractère inégal dont s'opéraient les développements de la société, certains Etats avaient déjà atteint un stade postérieur à la révolution; d'autres, au contraire, étaient aux prises avec elle; d'autres enfin restaient encore au stade pré-bourgeois. La classe qui dirigeait la bourgeoisie dominait dans chaque pays n'était donc pas la même. La guerre entre les Etats ne faisait que reproduire les conflits intérieurs à chacun d'eux. Sur les champs de bataille la classe dominante de chaque pays retrouvait "l'ennemi intérieur". Le capital foncier, le capital industriel, le capital commercial croisaient le fer à l'intérieur comme à l'extérieur. Comme le montrèrent les guerres de la Révolution et de l'Empire, qui opposaient la bourgeoisie de l'Europe occidentale (Napoléon) à l'aristocratie foncière et à l'absolutisme (noblesse austro-Russes), "la guerre était la continuation de la politique par d'autres moyens". (Von Clausewitz).

A cet égard, le capitalisme d'Etat ne fait que continuer ces conditions nécessaires de la lutte des classes. Le capitalisme d'Etat maintient de conflits intérieurs à chaque Etat qui peuvent aller jusqu'à la guerre civile (Espagne, Chine, etc.) Mais ces conflits s'étendent à la guerre internationale dans laquelle les forces actives de la bureaucratie groupées autour de la Russie s'opposent à celles d'une bourgeoisie monopoliste qui cherche à se survivre en dépit des concessions intérieures qu'elle consent malgré tout à sa propre bureaucratie. La guerre conduit toujours à la domination mondiale de la force sociale montante, hier les classes bourgeoises, aujourd'hui la bureaucratie. Les guerres mondiales modernes conduisent inexorablement à la victoire de la bureaucratie dans le monde entier quelque soient les avantages militaires que puissent remporter provisoirement les forces du monopole. Le succès des armes règle en effet les rapports de force entre les Etats nationaux à l'avantage des uns (Etats-Unis) et au détriment des autres (Allemagne, Russie). La guerre pourtant n'opère au point de vue social que dans un seul et unique sens: le règne universel de la bureaucratie. De même que l'aristocratie s'est jadis effondrée malgré ses victoires militaires sur les jeunes Etats bourgeois (Napoléon), de même la bourgeoisie monopoliste se dissoudra-t-elle dans des guerres qui pourtant lui donneront la victoire.

C'est ce qui l'oppose aux guerres du 19e siècle, par exemple.

Mais si la lutte des classes du capitalisme d'Etat diffère des conditions du passé ancien, elle s'écarte bien davantage encore de celles du passé récent. C'est cependant pour toutes autres raisons.

En effet, le passé récent du capitalisme, c'est le monopole. Or, le monopole ne s'est pas constitué en son temps par les procédés de violence qui sont aujourd'hui le propre du capitalisme d'Etat. Différent en cela des bourgeoisies marchandes et industrielles du passé, comme de la bureaucratie d'aujourd'hui, la bourgeoisie monopoliste a réalisé à la fin du 19e siècle son accession à la domination de la société non par la guerre civile, mais par la transformation "pacifique". Elle a éliminé les autres classes bourgeoises par des procédés économiques. Pour les mêmes raisons, la bourgeoisie monopoliste n'a pas eu besoin pour acquérir sa puissance de guerres internationales. Pas de guerres civiles, pas de guerres étrangères. La bourgeoisie monopoliste n'a eu besoin pour se constituer en classe et dominer la société que d'opérations coloniales. Les guerres coloniales opposaient, il est vrai, deux forces sociales différentes (capitalisme et production patriarcale). Mais elles n'impliquaient aucune forme particulière de guerre entre les Etats avancés. Il s'agissait d'un partage concerté du monde. La forme de conflit spécifique du monopole: la guerre impérialiste mondiale, qui oppose les Etats capitalistes entre eux, n'est pas la cause de la monopolisation mais son résultat. Loin de servir d'instrument à l'avènement de la bourgeoisie monopoliste, cette forme de guerre est, au contraire, l'instrument de sa perte, la condition par laquelle elle s'efface devant la bureaucratie, le moyen par lequel celle-ci

vient à l'existence sur les ruines du monopole.

S'élevant au cours de guerres civiles et des guerres mondiales, qui les unes et les autres accomplissent l'absorption de la société civile, la bureaucratie innove donc par rapport au passé. Elle se transforme au point de dévorer la société civile. Hier pourtant elle n'en était que l'instrument. La bureaucratie ouvre ainsi une ère historique dans laquelle les moyens de destruction sont à l'échelle de l'absorption de la société.

Qu'une succession de guerres civiles soit requise pour que le capitalisme d'Etat parvienne à la domination mondiale, et que les guerres internationales ne soient que l'autre face de ces guerres civiles, c'est ce que prouve toute l'histoire contemporaine.

Par exemple en Russie, pays dans lequel le capitalisme d'Etat présente la forme aujourd'hui la plus achevée, la nouvelle structure est sortie d'une guerre civile qui était elle-même le fruit d'une guerre impérialiste. La bureaucratie s'y est constituée sur les ruines de la révolution parce qu'une période transitoire de dictature du prolétariat avait nettoyé le terrain devant elle. La bureaucratie a pu ainsi émerger de la guerre civile en repoussant l'intervention armée du monopole. Si l'élimination physique (militaire) des classes bourgeoises de la Russie n'avait pas pris place à un moment donné, le régime actuel de ce pays ne se concevrait pas.

C'est cette même situation qui se produit aujourd'hui sur d'autres théâtres. Par exemple en Asie, en Chine notamment. La guerre civile est conduite ici (faute de révolution prolétarienne préalable) directement par la bureaucratie. Cette guerre civile est -- étant donné l'état arriéré de ce pays -- la condition impérieuse de la propriété d'Etat.

7

En définitive, tous les pays indépendants qui s'engagent aujourd'hui vers l'étatisation du capital et dont l'évolution est accélérée par la défaillance intérieure ou extérieure du monopole, connaissent la guerre civile. Celle-ci y apparaît comme l'envers des guerres impérialistes. C'est le cas de l'Asie, de l'Europe de l'Est. Dans les Etats d'occident, dont la propriété d'Etat n'est encore que partielle, la guerre civile mêlée à la guerre internationale est pour demain.

Les seuls Etats qui ont fait jusqu'ici exception à ces règles sont ceux du glacis soviétique. Mais là -- précisément -- si la transformation a pu prendre place sans bataille intérieure, c'est parce que les forces militaires du Kremlin se sont substituées aux forces des bureaucraties locales (nationales). Au plus a-t-on connu -- en fait de guerre civile -- la forme du putsch (Tchécoslovaquie). C'est qu'ici la guerre a été l'autre moyen de la transformation sociale. Mais dans ces conditions, rien de surprenant à ce que la Yougoslavie par exemple, qui, elle, a vu la guerre mondiale prendre sur son territoire la forme d'une guerre civile directe, se soit, au contraire, dégagée de l'emprise du Kremlin. L'influence de ce dernier avait été en Yougoslavie d'une importance secondaire sur les événements intérieurs. Bien mieux, ces événements mêmes excluaient que le Kremlin puisse mettre la main sur l'Etat. C'avait été le seul pays du glacis dans cette situation. Aussi fut-il le seul qui se soit soustrait à la mainmise de la Russie. La guerre civile a été dans ce cas l'autre face de la guerre.

On peut donc dire que, de même que s'annonce au monde une perspective de guerre mondiale (la troisième), de même s'annonce une perspective de guerres civiles à l'intérieurs des Etats.

Toutes les guerres de l'avenir conduiront, les unes comme les autres, les unes avec les autres, à l'étatisation du capital dans

chaque pays et à la guerre civile. Chaque Etat connaît à ses voies d'évolution propre. S'il doit en être ainsi, c'est parce que le caractère spécifique de la société capitaliste est d'être divisée en Etats nationaux.

On ne s'étonnera donc pas que ce soit par des guerres civiles que s'annonce dès maintenant la préparation active de la troisième guerre mondiale (Grèce, Chine, et d'autres à venir). A leur tour, les guerres civiles -- notamment celles à venir à l'issue d'un nouveau conflit -- provoqueront de nouvelles guerres internationales. C'est cet ensemble d'intrications qui constitue la guerre permanente du capitalisme d'Etat, la façon de vivre de la barbarie, et les rapports interbureaucratiques.

Période transitoire au cours de laquelle s'édifient par la guerre mondiale les bases de la propriété d'Etat; avances et reflux de cette propriété; alternance des phases d'étatisme (contrôles) et d'étatisation; opposition violente des forces étatistes et des forces du monopole; enfin guerres civiles et conflits entre Etats pour la destruction et l'absorption de la société par la bureaucratie. Telle est cette perspective.

Nous avons déjà situé, au chapitre précédent, les conditions de la guerre permanente. Mais c'était par rapport aux tendances mondiales de la guerre. Un pas de plus est fait dès que se placant du point de vue de la lutte des classes nous y intégrons les conditions de la guerre civile. On voit alors mieux de quelle manière l'étatisation du capital -- qu'on sait mettre un terme à la guerre impérialiste (fin du monopole) -- commande les rapports sociaux propres à chaque Etat. Et on comprend du même coup les résultats actuels de la guerre anticipent sur les luttes de demain.

Le monde est présentement divisé entre le bloc américain et le bloc russe. Cette situation fait précisément transition entre le système passé de la multiplicité des Etats associés sur le plan mondial par le capital financier oligarchique, et le système à venir de la barbarie avec son cloisonnement entre des Etats séparés et atomisés, mais contrôlés par l'appareil américain. La guerre en préparation entre les blocs est l'antichambre du capitalisme d'Etat intégral parce que son contenu social (qui transcende l'impérialisme) élargit la voie qui conduit aux guerres civiles pour l'étatisation complète du capital.

La lutte armée entre l'Amérique et la Russie pourra requérir une ou plusieurs guerres. Elle pourra prendre des formes et des développements qui nous sont inconnus. Mais ce qui est certain, c'est qu'elle opposera deux structures différentes, au moins tant qu'au cours de cette lutte le monopole dominera (provisoirement) les Etats Unis. L'une de ces structures (l'américaine) est plus solide, moins décadente, plus "démocratique", parce que plus proche du monopole que du capitalisme d'Etat; mais elle est destinée à se dissoudre. L'autre (la russe) présente un achèvement anticipé de la barbarie, la montrant telle qu'elle est vouée à s'étendre à des degrés divers dans les autres pays et à tracer la perspective mondiale. Les Etats Unis regroupent les bourgeoisies monopolistes du monde, et la Russie les bureaucraties émancipées de tous les Etats. Ce sont deux forces sociales différentes, aux aspirations historiques inconciliables, vouées à une lutte à mort. L'une et l'autre

concentrent leurs forces respectives dans tous les pays pour le duel final qui, quel que soient les conditions variées de son issue militaire, consacrera à la longue la fin de la domination universelle de la propriété privée.

La situation internationale offre cette contradiction que d'un côté les Etats Unis, pays où le monopole résiste à l'étatisation et prouve par là quelle vitalité anime encore ses forces productives, sont appelés à l'hégémonie mondiale par la victoire militaire; tandis que de l'autre côté la Russie, bien que plus barbare et vouée à la défaite, porte malgré tout le régime qui, à un titre ou à un autre, trace l'avenir du capitalisme d'Etat. La victoire militaire ira donc aux forces sociales que l'histoire condamne, et la victoire sociale au régime de la coalition vaincue.

Cette contradiction n'a rien de surprenant, elle s'est déjà produite dans le passé (Napoléon). Elle est en parfaite harmonie avec la dynamique du capitalisme d'Etat, qui approfondit un cours de barbarie et non un cours de développement organique et qui, par conséquent, fait évoluer l'ensemble des Etats vers la nouvelle structure tout en laissant la suprématie dans les rapports entre les Etats à celui qui s'y engage le plus tardivement.

La conséquence la plus importante de cette situation est qu'au cours de la vaste entreprise destinée à démanteler les forces militaires de l'appareil russe et à refouler la puissance de la Russie, les Etats Unis peuvent être conduits à la guerre civile. En pleine "logique" cette issue ne saurait même manquer.

En effet, cette éventualité découle du caractère même de la future suprématie militaire et économique de l'Amérique. Celle-ci pourrait après une nouvelle guerre prendre des voies très diverses. Les phases de la lutte, leur durée sont aujourd'hui imprévisibles. Même la nature des rapports qui s'établiraient à l'issue de la guerre entre les divers appareils d'Etat -- notamment les appareils russes et américains -- est encore inconnue. Ce qu'on peut raisonnablement prévoir aujourd'hui c'est que d'un côté, la suprématie américaine ne saurait exclure ni le compromis, ni les concessions partielles, ni les partages (inégaux) de puissance. Les moyens techniques sur lesquels repose la puissance américaine (notamment les transports) ne permettent pas de toute façon le contrôle administratif de la planète. Tout au plus connaîtrait-on la sanction par la force d'un état donné de rapports de forces. Il ne pourra s'agir, par conséquent, d'une destruction complète de l'ennemi. D'un autre côté cependant, la balance des forces entre les deux blocs, ainsi que le lien mondial qui unit la bureaucratie russe aux forces montantes des bureaucraties des autres Etats, sont tels que le Kremlin disposera dans le conflit armé de moyens d'expansion qui, pour être provisoires, n'en seront pas moins d'un effet durable. Il y a donc un double aspect aux futurs rapports internationaux qui tiennent à leur contradiction même.

Cette situation générale ainsi que les rapports réciproques que la lutte développera entre les deux blocs, auront en tout cas pour résultat

de préparer aux Etats Unis la crise intérieure de cristallisation du capitalisme d'Etat. Là se trouve la source directe d'une guerre civile. Mais de même que le développement du conflit international, ses formes, ses étapes, sa durée, la succession de ses phases "pacifiques" et armées, son long échelonnement dans le temps, restent inconnus, de même en est-il de la guerre civile aux Etats Unis. Connaîtra-t-on un seul, plusieurs conflits armés et partant des modes variés de luttes intérieures. Verra-t-on des compromis par lesquels un règlement atténuera les phases militaires. Y aura-t-il en conséquence une grande guerre civile, ou au contraire toute une étape historique de crises successives formant les étapes échelonnées d'un bouleversement. Le capitalisme d'Etat américain (et avec lui, le capitalisme mondial) garderont-ils une forme plus atténuée que la forme russe parce qu'ils n'auraient pas procédé de la liquidation d'une révolution prolétarienne. C'est à l'histoire, à l'histoire seule qu'appartient la réponse.

Ce qui en définitive reste vrai c'est la perspective historique à long terme. Celle-ci veut que sous une forme ou une autre, la bourgeoisie américaine subisse, dans une perspective historique, l'assaut de sa propre bureaucratie. En raison de la position d'hégémonie des Etats Unis, et de leur influence dans le monde une guerre civile américaine représenterait le tournant du capitalisme mondial. Le capitalisme d'Etat recevrait sa consécration universelle.

On peut donc s'attendre à ce que la guerre entre les blocs soit la première phase de la lutte internationale qui, conjuguée avec les contradictions intérieures à chaque Etat, dont elle n'est que le prolongement, devra conduire définitivement la société mondiale au capitalisme d'Etat par la guerre civile. Du moins est-ce une hypothèse qu'on ne peut aujourd'hui négliger.

+
+ +

Expression politique des forces de classe

Si on admet, après ce qu'on vient de dire, que la lutte des classes dont naît le capitalisme d'Etat pose impérieusement le principe des guerres intérieures et extérieures, on est conduit à rechercher comment se présentent les forces de classes dans chacun des Etats, et à examiner comment leurs rapports s'établissent pour former le cours vers la guerre civile.

Les forces du capitalisme d'Etat apparaissent dans chaque pays comme des forces de "gauche". Celles-ci s'opposent aux forces de "droite" du monopole. Telle est la situation la plus claire.

Naturellement "gauche" et "droite" n'ont plus ici le même sens que dans le passé, puisque la gauche, qui jadis groupait soit la petite bourgeoisie, soit le prolétariat et en général les forces de progrès de la société, représente aujourd'hui les forces actives de la bureaucratie et par là de la barbarie. En vérité, "droite" et "gauche" n'ont plus le sens véritable.

Les forces de gauche au sens nouveau représentent le développement assuré de la propriété d'Etat, la perspective historique, la bureaucratie active. Elles sont représentées sur le plan politique par la social-démocratie et le stalinisme. Les forces de droite représentent au contraire la résistance ultime (et à la longue condamnée) de la

propriété privée, le passé, la bourgeoisie. La lutte des forces bureaucratiques (avenir) contre les forces monopolistes (passé) conduit aux changements par lesquels la société traduit les nouvelles conditions de l'accumulation du capital.

La répartition des forces politiques du capital en droites et gauches ne rend compte toutefois que de la situation dans son ensemble. Ce n'est là, en vérité qu'un aspect. C'est qu'en effet, droites comme gauches représentent ensemble la tendance à la bureaucratiation du capital, car celle-ci est commune à toute la société. A la fin des fins les différences entre droite et gauche ne font simplement que séparer les degrés successifs d'un bouleversement ininterrompu. Ce principe va trouver tout de suite son illustration.

Parmi les forces du monopole, seule l'Eglise catholique resté à vrai dire, dans une mesure assez large, l'expression plus ou moins pure de la propriété privée. L'Eglise représente en Europe la propriété privée foncière. Or, celle-ci est de toutes les formes de la propriété privée, celle qui subsiste la dernière, parce que l'étatisation n'en vient à la menacer que bien après qu'elle a absorbé le capital industriel. C'est dans l'accumulation du capital industriel que s'établissent les rapports (entre plus-value et capital variable) qui conduisent à l'étatisation du capital. La propriété foncière, elle, ne fait que suivre. Elle ne devient un objet d'étatisation qu'au moment où l'accumulation du capital d'Etat exige une minimisation des formes parasitaires du capital total; allant jusqu'à exiger l'étatisation de l'ensemble de l'économie. L'Eglise catholique est donc la seule force qui puisse se situer quelque peu en marge du capitalisme d'Etat, et c'est ce qui explique que de l'Italie fasciste et de l'Allemagne Hitlérienne aux pays du glacis soviétique, elle fasse l'objet de violentes persécutions qui sont à la mesure de la résistance des formes dépassées du capital. Ces persécutions ont d'ailleurs pour objet non de la détruire (car elle reste ultimement la fonction nécessaire d'un système fondé sur l'exploitation) mais de la subjuguier. Même pourchassée, l'Eglise devient indirectement une partie du capitalisme d'Etat, car à partir d'un certain moment le maintien de tout capital --même privé-- finit par procéder de l'Etat. Cette tendance à l'absorption de l'Eglise se manifeste par la formation de courants politiques "ouverts" à la propriété d'Etat (démocratie chrétienne étatiste et chrétiens progressistes stalinisants).

A l'exception de l'Eglise catholique (et dans la mesure limitée qu'on vient de dire) toutes les forces de droite participent aujourd'hui du capitalisme d'Etat. Mais elle forment bien davantage son arrière-garde trainante, qu'elle ne représentent l'avant garde effective d'une restauration intégrale de la propriété privée.

Dès 1929 le capitalisme n'a plus eu en effet d'existence que sous la forme de l'étatisme, étape achevée du monopole et préface du capitalisme d'Etat. La propriété privée industrielle n'a donc plus, depuis cette époque, les représentants authentiques qu'elle a eu jadis. La défense du monopole (propriété privée) n'est plus aujourd'hui possible qu'à la condition d'être entreprise par l'Etat, et seulement dans certaines conditions. La mise en oeuvre de cette défense ouvre du même coup la voie à la liquidation ultérieure du monopole. Le caractère double, ambigu, de l'étatisme, le fait que le monopole se mue de lui-même en pro-

priété d'Etat (tout comme jadis la concurrence s'achevait d'elle-même en monopole.) fait que les représentants de la propriété privée monopolistes (les droites) ne représentent qu'une aile attardée du capitalisme d'Etat. Cette situation est (toute chose égale d'ailleurs, bien entendu) analogue à celle de l'ancien régime dans lequel l'aristocratie (droite) qui devait périr dans la révolution formait néanmoins le soubassement de la société bourgeoise révolutionnaire et lui fournissait ses propres cadres. La position des droites monopolistes est aujourd'hui l'indice de la direction vers laquelle se déplace la société; et elle se comprend par la manière dont les forces qui composent cette dernière correspondent aux différents moments successifs sur lesquels s'échelonne la transformation structurelle.

Par exemple, en France, aujourd'hui, il n'est pas une force politique de droite qui ne soutienne, objectivement ou subjectivement, un minimum de propriété d'Etat, ainsi qu'un minimum de contrôle de l'économie. Le M.R.P., qui est le parti de droite, a œuvré avec ardeur pour les nationalisations de 1945. Au cours de la lutte contre le Nazisme il a partagé avec le Social-Démocratie et le Stalinisme un programme commun du capitalisme d'Etat partiel (programme du C.N.R.). De même que les partis de gauche, il s'appuie sur des syndicats de masse (C.F.T.C.) et des coopératives. Le M.R.P. est un participant direct à la première phase de développement du capitalisme d'Etat en France.

La situation est la même en Grande-Bretagne. Le monopole anglais sous les espèces du parti Conservateur représente malgré une démagogie contraire, du plus haut comique, un soutien de fait des "nationalisations". La lutte qu'il mène malgré tout pour le maintien du monopole n'a de sens historique (comme c'est le cas pour ses homologues dans tous les autres pays) que si on la comprend comme une défense de ce qui subsiste du monopole; et non pas comme un retour vers l'indépendance monopoliste du passé. Cette lutte n'ouvre aucune perspective vers la reprivatization intégrale de l'industrie. Elle ne peut aboutir tout au plus qu'à une oscillation momentanée du rapport des forces, et au retrait provisoire d'une part secondaire des nationalisations.

On pourrait montrer que cette situation est la même dans tous les Etats de l'Europe ainsi qu'aux Etats Unis. C'est dans ce pays où la puissance exceptionnelle et provisoire du monopole a permis les réprivatisations massives de 1945 (reconversion), le parti des monopoles (Républicain) a participé comme partout ailleurs à la formation des secteurs étatisés.

Les forces de droites forment donc l'aile traînante du capitalisme d'Etat. Elles sont l'expression du capitalisme d'Etat partiel. Mais l'aile active est ailleurs: social-démocratie et Stalinisme. La première représente la forme d'expansion de la propriété d'Etat; la deuxième sa forme d'achèvement intégral. Les forces de gauche se subdivisent donc à leur tour en deux ailes; une aile modérée et une aile extrémiste. Leur rôle respectif, une fois cela compris, apparaît clairement.

De même que les forces de droite (réaction) ont entre les deux guerres mondiales conduit le capitalisme du monopole à l'étatisme (qu'il s'agisse du libéralisme dirigiste, de la démocratie chrétienne, de la dictature militaire, du fascisme, etc....), ces forces ont toutes joué le

même rôle), de même la Social Démocratie cherche-t-elle après la deuxième guerre à le faire progresser de l'étatisme vers le capitalisme d'Etat. La Social-Démocratie repousse le système de contrôle et la centralisation par l'Etat par lequel la réaction monopoliste (démocratique ou fasciste) avait consolidé le monopole après 1930 tout en le rapprochant de l'étatisation. Mais si elle les repousse, c'est pour pouvoir les dépasser et leur substituer la propriété d'Etat des moyens essentiels de production et d'échange: mines, sidérurgie, énergie, industrie mécanique et chimiques, transports, banques, assurances. Elle appuie le développement syndical et coopératif. Elle érige la bureaucratie en une force autonome et la porte jusqu'au point où elle entre pour la première fois en balance avec la bourgeoisie.

Aux Etats Unis des conditions historiques particulières font que le Parti Démocrate joue le rôle que la Social Démocratie joue ailleurs, tandis que le Parti Républicain remplit la fonction des droites. Mais cela ne change que l'apparence d'une situation qui sur le fond reste la même.

Par opposition à la Social Démocratie, le Stalinisme remplit une autre fonction historique: il représente par rapport à la Social-Démocratie justement ce que celle-ci représente par rapport aux droites. Le Stalinisme exprime la volonté achevée de la bureaucratie de dépasser l'instant où elle entre seulement en balance avec l'oligarchie monopoliste,

c'est à dire le moment où elle oppose un secteur étatiste qui lui est propre au secteur monopoliste contrôlé, et qu'elle se contente de cela. Le Stalinisme est l'expression historique la plus ambitieuse et la plus achevée (pour notre époque) de l'aspiration de la bureaucratie capitaliste: celle de dominer la société en l'absorbant. Il oeuvre pour le cours à long terme de la perspective, pour le moins son cours théorique abstrait

Une des caractères de l'ensemble des forces de gauche, donc des forces propres de la bureaucratie capitaliste, c'est de provenir au point de vue organique des anciens partis ouvriers. Il y a naturellement là plus qu'une coïncidence. Si les anciens partis ouvriers deviennent ainsi la force instrumentale du capitalisme d'Etat et de la barbarie, c'est parce que celle-ci est précisément l'alternative du Socialisme pour lequel ils s'étaient constitués à l'époque lointaine où ils étaient vraiment des partis ouvriers. Ils sont passés d'une fonction à l'autre en même temps que l'histoire. Le capitalisme d'Etat se fonde, en effet, sur le salariat qu'il généralise. Le salaire distribue la part consommable de la plus-value. Les partis ouvriers glissent donc tout naturellement d'une fonction à l'autre: du salariat ouvrier au salariat bureaucratique. La dialectique Socialisme-Barbarie conduit ainsi l'idéologie socialiste des partis ouvriers à coïncider, une fois vidée de sa substance, avec les fins d'une aliénation qui est au plus haut point nécessaire à la bureaucratie pour qu'elle puisse accomplir son oeuvre. Celle-ci s'accomplit alors sous le signe verbal du "socialisme", qui devient l'idéologie spécifique du capitalisme d'Etat. De Pétain à Staline, chacun est "socialiste". La propriété d'Etat devient grâce à tout un artifice le critère imprévu du socialisme. Mais comme toute idéologie se développe sur une base scolastique et que le socialisme a eu ses penseurs, Marx lui-même et le marxisme remplissent alors auprès de l'Etat omnipotent du capital une fonction comparable à celle assurée par Aristote et son oeuvre auprès de l'Etat féodal. Une aliénation en vaut une autre. Le capitalisme d'Etat trouve dans le "socialisme" ses bibles, ses prophètes et ses pères de l'Eglise.

Ce rôle joué par les partis ex-ouvriers en tant que force de la bureaucratie confirme donc du même coup la perspective de Marx: Socialisme (producteurs librement associés) ou Barbarie (propriété capitaliste d'Etat). En effet, la barbarie est l'oeuvre même des forces qui se sont formées, non pas n'importe comment ni hors de la société, mais bien au contraire dans la dégénérescence du mouvement socialiste du prolétariat révolutionnaire. Cette substitution de termes dans la perspective révèle par la même occasion le sens des théories du style Rizzi-Burnham-Shachtman qui découvrent dans les transformations du capitalisme non pas l'avènement du capitalisme d'Etat mais l'apparition prétendue d'un "collectivisme bureaucratique". Cette formulation d'une tierce voie providentielle à laquelle l'histoire ne laisse en réalité aucune place a justement pour fonction de dissimuler la dégénérescence du capitalisme. Elle fournit simplement l'envers de la mystification idéologique par laquelle le socialisme sert de parure au capitalisme d'Etat. Elle en représente une autre formulation. Elle s'associe par conséquent à la mystification opérée par le capital. Elle recouvre un capitalisme d'Etat "de gauche".

+

+ +

Les formes du pouvoir

Une fois comprise la répartition des forces du capitalisme d'Etat, une fois dégagés leurs traits communs comme leurs oppositions, la manière dont ces luttes se présentent aujourd'hui, leur manifestation apparente deviennent parfaitement claires: elles ont pour fonction d'opposer ces forces les unes aux autres sur le terrain commun du capitalisme d'Etat.

Les temps présents voient le capitalisme d'Etat se former. Celui-ci est seulement "en mouvement"; il est loin du terme de sa course. Il s'y est à peine engagé. Il se dégage progressivement du monopole tandis que celui-ci ~~est~~ ~~encore~~ règne encore sur la terre. Le capitalisme d'Etat est à ses débuts. Les luttes actuelles président donc à la fois au pouvoir universel des forces modérées du capitalisme d'Etat, et à la consolidation locale de sa force d'avant-garde: le stalinisme.

En effet, le fait que dans la majeure partie du monde les premiers développements de la propriété d'Etat aboutissent sur le plan économique à une symbiose temporaire entre le capital monopoliste et l'Etat, conduit à une dissociation politique des forces proprement bureaucratiques, les forces de gauche. Une fois dissociées, ces forces se regroupent d'une façon hétérogène. C'est ainsi que la répartition des pouvoirs voit d'un côté le bloc américain dominé par la coalition des droites et de la Social-démocratie, de l'autre le bloc russe aux mains du stalinisme et de ses variantes nationales (Titisme, etc..). Aux Etats Unis, en France, en Angleterre, en Allemagne, il s'établit un équilibre instable et provisoire par lequel l'Etat, tout en concentrant l'essentiel de la propriété (industrie) reste pour finir l'instrument de la bourgeoisie. La bourgeoisie monopoliste interfère avec l'administration tout autant que ses commis dans les monopoles. Les hommes d'affaires occupent des positions

15

dans l'appareil. C'est la situation transitoire, évolutive, du capitalisme d'Etat mondial, qui voit se réaliser le pouvoir commun du monopole et des forces modérées de la bureaucratie. Mais c'est à elle du même coup que fait pendant la situation opposée qui est celle de la Russie et des pays qui l'environnent: là la bureaucratie est entièrement maîtresse de l'économie et de la politique.

Le pouvoir des droites et de la Social-Démocratie, leur association gouvernementale, est l'expression politique du compromis économique que réalise la première phase de la fusion (partielle) du monopole et de l'Etat. De même que monopoleurs et bureaucrates s'associent dans la production et l'administration, de même conservateurs et social-démocrates s'associent-ils au gouvernement. Le second phénomène (politique) n'est que la traduction directe du premier (économique).

La situation économique qui fait que les Droites et la Social-Démocratie s'associent au pouvoir, détermine également leur opposition qui évidemment se poursuit malgré la coalition. La Droite et la Social-Démocratie forment ensemble la base évolutive de la vie politique de la plus grande partie du monde, mais elles ne s'opposent pas moins. A l'intérieur de l'équilibre ainsi obtenu elles forment les deux composantes d'un système de contre-poids. Elles se font pendant dans l'Etat exactement comme se font suite dans l'histoire les phases d'étatisme et de nationalisation. Elles représentent en effet l'instrument politique de ces phases. Il s'établit donc entre la droite et la Social-Démocratie un système de balance, un système de double parti. Chaque parti, en venant tour à tour au pouvoir, commande la succession des avances absolues de la propriété d'Etat et de ses reculs relatifs. Le M.R.P. et la S.F.I.O. en France, les Tories et le Labour Party en Grande Bretagne, les partis républicains et démocrates aux Etats Unis représentent les deux composantes d'un système de balance qui porte alternativement chacun d'eux au pouvoir. Les partis qui représentent la gauche (S.F.I.O., Labour Party, Démocrates) accèdent au gouvernement quand il s'agit de nationaliser. Au contraire, les partis de droite (M.R.P., Tories, Républicains) connaissent leur heure lorsque s'effectue un reflux partiel vers l'Etatisme. Cette balance est réglée par l'accumulation du capital et par la périodicité des guerres dans lesquelles elle se résout.

Dans certaines circonstances, ce système de balance entre les deux partis (droites et Social-Démocratie) laisse la place au fascisme qui, lui, est un système rigide. Ce fut le cas avant guerre avec les régimes d'Hitler et de Mussolini dont le pouvoir n'eut, au point de vue de classe, d'autre sens que celui de Roosevelt ou de Churchill. Identiques socialement, les régimes fascistes et démocratiques ne différaient qu'au point de vue politique. Le fascisme représentait par rapport à la démocratie dirigiste du capitalisme d'Etat commençant ce que, toutes choses égales, Napoléon III était par rapport à la troisième république. Aujourd'hui le pouvoir éventuel de de Gaulle serait dans la même situation par rapport à la quatrième.

En effet, le capitalisme d'Etat du moment qu'il est encore greffé sur le monopole laisse place aux deux systèmes traditionnels de gestion politique: démocratie (double parti) ou autorité (fascisme). Le fascisme est la forme du pouvoir autoritaire dans le capitalisme d'Etat commençant ou partiel. Il correspond aux tâches nouvelles de l'Etat capitaliste

(syndicalisme étatique, bureaucratie politique, bureaucratisation de la jeunesse) que ne connaissait pas le bonapartisme du passé. L'Etat bonapartiste représentait la gestion autoritaire du capitalisme concurrentiel. L'Etat fasciste représente la gestion autoritaire du capitalisme d'Etat naissant; il forme un étatsisme qui garantit le monopole contre l'empiètement de la propriété d'Etat, mais il prépare l'ascension de celle-ci. Le fascisme intervient dans les Etats ou les rapports internationaux de l'impérialisme provoquent une déconfiture particulière du monopole. Dans les Etats ou la coupure du capital national d'avec le marché mondial est avancée (autarchie), et où par conséquent la guerre devient l'objectif immédiat. Comme tous les régimes "forts", le fascisme est la force politique apparente des Etats économiquement faibles. Il couvre une impuissance. Il apparaît dans les impérialismes destinés à la défaite militaire.

La répartition du pouvoir mondial en démocratie bipartite ou fascisme d'un côté (bloc américain), et stalinisme de l'autre (bloc russe), représente dans une lutte sociale effective. La lutte qui sur le théâtre de la guerre comme dans chaque pays oppose la bureaucratie au monopole, permet pour un temps compromis et symbiose entre le capital et l'Etat, entre bourgeoisie et bureaucratie, et conduit universellement aux guerres civiles par lesquelles la seconde élimine la première.

En fait, la lutte des classes qui culmine ultimement dans la concentration du capital d'Etat, donne aux bouleversements politiques la forme d'un remaniement par lequel la structure de l'Etat lui-même est transformée. La bureaucratie pour établir son règne doit en effet se constituer sous la forme d'un nouvel Etat. C'est pour cette tâche que la guerre civile est nécessaire. Par la guerre civile, la bureaucratie détruit l'Etat hérité du monopole, qu'il soit démocratique ou fasciste. Cet Etat ne peut en effet survivre à la structure qui maintient un compromis (symbiose) entre la propriété d'Etat et le monopole et il doit périr ~~par~~ avec elle dès que ce compromis se trouve dépassé.

La bureaucratie capitaliste s'efforce donc de parvenir à la domination de la société, et de l'absorber. Ce faisant elle ne fait qu'imiter les classes bourgeoises qui jalonnèrent jusqu'à elle l'histoire du capitalisme. Ces classes avaient dû dans le passé créer chacune leur propre Etat. Elles avaient dû d'abord détruire la structure administrative utilisée par la classe qui les précédait au pouvoir afin de la reconstruire à nouveau. Ainsi l'aristocratie foncière et la bourgeoisie marchande avaient-elles dû en France détruire l'Etat féodal et placer entre elles l'Etat monarchique en position d'arbitre. Lorsque la bourgeoisie industrielle vint par la suite à la domination de la société, elle dut détruire l'appareil monarchique parce que l'arbitrage ne suffisait plus. Elle constitua avec les restes de cet appareil une machine neuve; l'Etat de Bonaparte. Plus tard elle se contenta d'ajouter un parlement à son sommet. La bureaucratie fait aujourd'hui de même. Disons plutôt: elle entreprend une tâche analogue. Seulement sa position est cocasse. En effet, dans le passé, les classes bourgeoises avaient dû se construire un appareil approprié à leurs besoins. La bureaucratie doit tout au contraire se refondre elle-même; puisque d'un côté elle est elle-même l'Etat et que de l'autre elle doit absorber la société civile. C'est pourquoi alors que les classes dirigeantes créaient directement jadis; les institutions qui correspondaient à leur pouvoir, la bureaucratie, elle, doit agir par l'intermédiaire de puissants partis de masse. A un travail de Titan il faut des outils de fer.

Naturellement le stalinisme n'est que pour un temps l'expression

de la lutte totale de la bureaucratie. Le stalinisme ne joue ce rôle aujourd'hui que pour des raisons historiques particulières. A savoir qu'il est l'expression internationale du seul Etat qui présentement soit dominé totalement par la propriété d'Etat. Il est l'instrument par lequel l'appareil russe maintient ses intérêts particuliers en Europe et en Asie. Aussi avec l'eclipse éventuel de la puissance russe dans le monde à la suite d'une nouvelle guerre les partis staliniens peuvent fort bien disparaître. Cependant, la fonction sociale de la bureaucratie subsistera. Il se reproduira donc dans tous les pays un parti qui, sans avoir la même filiation historique ni les mêmes attaches internationales, poursuivra la lutte de la bureaucratie à l'intérieur de chaque Etat.

En vérité cette évolution est déjà commencée aujourd'hui, dans la mesure où les partis staliniens des pays où ils sont au pouvoir tendent à se refondre en rompant leur allégeance à l'égard du Kremlin. C'est le cas en Yougoslavie, et en Chine. Cette évolution anticipe l'avenir bureaucratique de tous les pays. Elle annonce ce qui se passera dans chacun d'eux. Dans les Etats anglo-saxons et particulièrement en Amérique du Nord cette formation d'un parti bureaucratique national prendra néanmoins des traits plus originaux. La puissance de l'appareil américain empêche en effet que le stalinisme prenne pied dans ce pays. Cette situation est la conséquence des rapports de force qui dominent le monde. Il faudra pourtant bien que la bureaucratie américaine trouve ses propres voies politiques. Aussi peut-on s'attendre à la voir former, dans un avenir difficilement prévisible, un parti qui, sans être stalinien - c'est à dire, sans dépendre de l'appareil russe ni dériver de l'ancien mouvement communiste - corresponde néanmoins à ses buts historiques. Ce parti surgira à n'en pas douter des conditions propres à l'Amérique du Nord. Sans doute prendra-t-il l'apparence - conforme au caractère salarial de la nouvelle distribution de la plus-value - d'un parti "ouvrier" associé aux syndicats (tiers parti). C'est à ce parti que reviendra de conduire la guerre civile de la bureaucratie en Amérique.

Pour récapituler, on peut dire que la société se divise actuellement aussi bien sur le plan mondial que dans chaque Etat en forces de droite et forces de gauche. Ces forces sont en lutte les unes contre les autres. Les rapports qui s'établissent entre elles aboutissent tantôt à la coalition des unes et des autres, tantôt à d'apres oppositions. La coalition lorsqu'elle se réalise prend en particulier la forme d'une balance bipartite entre le monopole étatiste (droites) et les forces de compromis de la bureaucratie (Social-Démocratie). Ce couple forme un bloc et s'oppose aux forces de subversion intégrale de la bureaucratie (Stalinisme). Dans cette situation la Sociale Démocratie, véritable arbitre entre la poussée historique de la bureaucratie (Stalinisme) et l'assimilation limitée du monopole par l'Etat (Droite), représente à la fois la force par laquelle le capitalisme d'Etat marche en avant et celle par laquelle il se limite à une symbiose temporaire avec le monopole. Le Stalinisme - ou plus généralement les forces historiques de la bureaucratie qui seront amenées à lui succéder dans chaque pays - tout en ten-

dant l'absorption ultérieure de la société civile par l'Etat, marque alternativement son soutien et son opposition à la coalition bipartite. Le stalinisme soutient la Social-Démocratie et les Droites chaque fois que l'accumulation du capital et les rapports de classe poussent ces partis (notamment le premier) à étendre la propriété d'Etat et à renforcer la bureaucratie. Dans certaines conditions, il participe au pouvoir avec ces partis. Ce fut le cas après la seconde guerre mondiale (France, Italie). Par là se marque le fait que le capitalisme d'Etat est un de l'extrême gauche. Mais en même temps qu'il mène cette politique le stalinisme prépare l'assaut contre la démocratie bipartite et le fascisme. L'expérience des pays de l'Est prouve qu'arrivé le moment où l'accumulation du capital contraint la propriété d'Etat à sauter par dessus les dernières entraves et à liquider enfin tout vestige de propriété privée, les forces évolutives du capitalisme d'Etat (Social-Démocratie) reculent devant le saut parce qu'elles incarnent un compromis. Le stalinisme doit, à un moment donné, s'en prendre par la force à cet obstacle (guerre civile)

+

+ +

De la nature des luttes de classe actuelles découle assurément leur forme - qu'on vient d'étudier - mais aussi le terme auquel elles conduisent. C'est sur ce dernier point qu'il reste encore quelques mots à dire.

Depuis 30 ans que le capitalisme d'Etat a commencé d'apparaître, son développement prend place à travers des mouvements d'avance et de recul. Certaines périodes voient la propriété d'Etat croître solidain. L'oligarchie est alors dépossédée au profit de la bureaucratie. Ces périodes sont celles de crise ou de guerre. Le capital devient propriété d'Etat sous l'empire des nécessités du capital à élargir, l'accumulation. Cependant à une telle phase a toujours - jusqu'ici - succédé une autre phase au cours de laquelle se produit un mouvement inverse. L'accumulation ayant repris sous l'impulsion de l'Etat, le monopole se remet en mouvement et la bureaucratie est alors contrainte de lui restituer une part de ce qui avait été étatisé la veille. L'économie reflue vers l'étatisme. On reprivatise en partie, en rendant au secteur contrôlé (monopoliste) des pans entiers du secteur d'Etat.

De telles avances brusques de la propriété d'Etat se sont produites une première fois lors de la première guerre mondiale et à sa suite, une seconde fois de 1934 à 1944 - c'est à dire avec la deuxième guerre. Les reflux correspondants ont pris place, le premier après 1925, le second en 1945 aux Etats Unis (reconversion) et depuis en Europe. C'est ainsi qu'on observe depuis 1949 une vague de retour sur les "nationalisations" ou du moins une tentative dans ce sens. Mais jusqu'à nos jours, en toute occasion, la réprivatisation lorsqu'elle a eu lieu est toujours restée en dessous du niveau atteint antérieurement par l'étatisation.

Ces mouvements alternatifs correspondent en vérité aux conditions économiques qui forment la base du capitalisme d'Etat. C'est à dire tout d'abord aux crises cycliques qui étaient jadis le résultat de la production privée et que le capitalisme d'Etat a pour fonction de faire (tendance) disparaître. Ensuite à la gestation même du capitalisme d'Etat. Cette double condition indique - précisément - le terme du mouvement.

En effet, l'avance de la propriété d'Etat dans le monde correspond aujourd'hui au besoin de la bourgeoisie monopoliste, qui pratiquement domine encore l'économie sur le plan international. La bureaucratie en étatisant ne fait qu'obéir aux impératifs de la bourgeoisie. Lorsqu'elle reprivatise (par la suite) c'est parce que - toujours instrument de la gestion et de la répression de la bourgeoisie - elle effectue à nouveau ce que la balance des pouvoirs économiques lui impose. Mais c'est ici que les conditions mêmes révèlent leurs propres limites. Car, à partir du moment à venir ou le développement de la propriété d'Etat aura, comme conséquence de la décadence rapide du capitalisme, passé un certain seuil, il n'en sera plus de même. Lorsque viendra le moment où, dans l'économie, la bureaucratie prévaudra sur la bourgeoisie monopoliste lorsque le secteur d'Etat l'emportera sur le secteur privé, la bureaucratie désormais prépondérante empêchera tout retour en arrière. Le seuil en question, bien entendu, marque le point où se situe la guerre civile.

Le capitalisme d'Etat integral auquel conduit l'évolution actuelle du capitalisme se présente donc au terme d'une série d'oscillations successives qui vont en s'atténuant au fur et à mesure que la propriété d'Etat gagne sur la société et que les cycles des crises sont éliminés. A ces oscillations - économiques - dans la propriété d'Etat correspondent sur le plan politique, à la fois la succession au pouvoir des forces d'évolution du monopole (Droite et sociale Démocratie) et la culmination ultime dans la crise d'envahissement de la bureaucratie (stalinisme). Les flux et reflux de la propriété d'Etat correspondent aux oscillations du pouvoir entre les forces de la bureaucratie et du monopole. Les uns et les autres prennent fin avec la conquête définitive de la société par la bureaucratie. A ce moment - la propriété privée ayant disparue - le pouvoir démocratique du double parti comme celui du fascisme cessent d'être possible. La bureaucratie a définitivement absorbé la société.

La situation dans laquelle, le seuil étant passé, la propriété d'Etat ne peut plus revenir en arrière est précisément illustrée par la Russie et ses satellites. En Russie après 1924, la propriété d'Etat fut définitivement consolidée. La bourgeoisie monopoliste avait été expulsée quelques années auparavant par la dictature du prolétariat. La bureaucratie eut la route libre pour étatiser. Dès l'instant que toute l'industrie fut entre ses mains, la bureaucratie resta seule maîtresse. La propriété privée était devenu désormais impossible. C'est pourquoi les avances et les reculs connus en Occident ne trouvèrent jamais leur répercussion en Russie, la propriété d'Etat s'y est étendue constamment au point d'envahir toute l'économie. La même expérience se répète maintenant tenant par les satellites de la Russie. Dans ces pays, l'étatisation a atteint après 1947, 80% et plus de la propriété industrielle. La Bureaucratie y représente donc la force économique dominante. La bourgeoisie monopoliste a disparu. L'Etat ne tombe plus sous le contrôle d'aucune classe dans la société civile: il est le maître de l'exploitation du travail. Aucun retour en arrière de l'étatisme n'est désormais possible - quelque soit l'avenir politique - par les seules forces internes de la société.

Ces conditions fournissent les grandes lignes de la physionomie future de l'économie mondiale. On peut affirmer que tant que les monopoles resteront une force dominante, on assistera partout, à travers les phases de guerre, à l'alternance des périodes d'étatisme et de nationalisation. Mais le cours cessera au moment où la décadence et les destructions de guerre auront atteint le seuil de cristallisation mondiale. C'est à dire précisément au moment où les rapports internationaux de la guerre conduiront partout à la guerre civile. La propriété d'Etat sera alors stable dans l'univers entier. En vérité, ce moment ne sera atteint sur le plan international que lorsque la guerre civile aura touché les Etats Unis. L'impérialisme américain s'étend aujourd'hui sur le monde, et par conséquent le sort de celui-ci est désormais subordonné à l'évolution de celui-là.

FIN

Morel